

DIPLOMAT

Magazine de la diplomatie et des affaires
Mai-Juin 2009

Investissement

POLITIQUE

Le parti du Congrès garde le pouvoir en Inde

Le Congrès national africain (ANC) a remporté les élections générales en Afrique du Sud

Premier face à face
Obama-Nétanyahou
à la Maison Blanche

DIPLOMATIE

Le gouverneur républicain de l'Utah nommé ambassadeur des États-Unis en Chine

FINANCE

Crise en Afrique: le président de la BAD reste "résolument optimiste"

INVESTISSEMENT

L'Angola, nouvel eldorado africain des investissements étrangers

CAP VERT

Les hommes d'affaires canadiens fortement impressionnés par la performance économique du pays

DISTRIBUTION CIBLÉE

Allemagne, Belgique, Brésil, Canada, Chine, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Inde, Japon, Malaisie, Sénégal, Suisse, BCEAO, Banque mondiale, Banque islamique, Banque africaine de développement, CEDEAO, FMI, OIF, ONU, Représentations diplomatiques, Union européenne, Union africaine, UEMOA.

www.diplomatinvestement.com



WWW.CIMA.CA



VILLE DE MONTRÉAL

Destination d'affaires et terre d'investissements directs étrangers



Lieu d'échange et de commerce, la région de Montréal connaît une évolution qui la destine à devenir l'une des grandes villes régionales de ce siècle. Sa position géographique, ses assises diversifiées d'activités économiques et commerciales, ses percées remarquées dans les industries du savoir, soutenues par une population instruite et cosmopolite en font un lieu privilégié de résidence, d'affaires et d'activités culturelles en Amérique du Nord. Point stratégique de l'axe Québec-Windsor, le plus densément peuplé et industrialisé du Canada, la région de Montréal s'insère naturellement dans le périmètre de la vaste mégalopole constituée des villes de Boston, New York et Washington. Avec la globalisation

croissante des marchés et l'accélération des échanges internationaux, la région métropolitaine de Montréal est une importante plaque tournante de la scène économique et culturelle du Québec, du Canada et de l'Amérique du Nord.

Centre économique de premier plan depuis sa fondation au XVII^e siècle, Montréal est rapidement devenue le berceau de l'industrie canadienne grâce à l'activité soutenue de son port et à un accès rapide à l'ensemble des marchés nord-américains. Montréal possède une kyrielle d'entreprises de pointe dans les secteurs les plus variés et excelle entre autres dans les technologies de l'information (TIC) et des communications, les sciences de la vie et l'aérospatiale. ■

EN BREF

Saviez-vous que... 6

ÉDITORIAL

Vers une nouvelle politique américaine au Moyen-Orient 7

POLITIQUE

ISRAËL - ÉTATS-UNIS : Premier face à face Obama-Nétanyahou à la Maison Blanche 9

Le parti du Congrès garde le pouvoir en Inde 10

AFRIQUE DU SUD : Le Congrès national africain a remporté les élections générales 11

MANMOHAN SINGH 10

Premier ministre de l'Inde

**JACOB ZUMA** 11

Président élu d'Afrique du Sud

ABDELAZIZ BOUTEFLIKA

Promet d'"approfondir" sa politique de réconciliation nationale 13

**RELATIONS INTERNATIONALES**

La Syrie veut relancer des pourparlers de paix indirects avec Israël 13

DIPLOMATIE DES AFFAIRES

Le gouverneur républicain de l'Utah nommé ambassadeur des États-Unis en Chine 14

Prochaine signature d'un accord dans le domaine du commerce entre l'Angola et les USA 14

ISRAËL - ÉTATS-UNIS 9

Premier face à face Obama-Nétanyahou à la Maison Blanche



Ambassadrice de la Guinée Équatoriale aux USA : L'avenir de la Guinée Équatoriale dépendra des fils et filles du pays 15

Ambassade d'Angola au Canada : «Notre processus de reconstruction nationale en soi, constitue les opportunités d'affaires» 17

INVESTISSEMENT

CONSEIL CANADIEN POUR L'AFRIQUE : au cœur du développement africain 18

Ministre angolais de l'Économie invite les investisseurs étrangers 19

FINANCE

La Banque mondiale va investir 45 milliards d'euros dans les pays en voie de développement 20

COMMERCE ET ÉCONOMIE

L'économie mondiale se trouve à un tournant, selon Trichet 21

REPORTAGE

Barack Obama impose en 100 jours une rupture idéologique 22

DOSSIER

Les 44e assemblées annuelles du groupe de la Banque africaine de développement de Dakar 23

Prospection: Mission commerciale des gens d'affaires Canadiens au Cap Vert 25

DÉVELOPPEMENT

L'économie angolaise se porte bien 28

RÉFLEXION

Impact de la crise financière sur l'Afrique subsaharienne 30

Saviez-vous que...

- Barack Obama effectuera son premier voyage en Afrique subsaharienne en juillet prochain. A partir du 6 juillet, il se rendra en Russie, en Italie et à Accra au Ghana. Le président américain espère renforcer les liens entre son pays et « l'un de ses plus fidèles partenaires en Afrique subsaharienne ».

- Le montant de l'investissement direct étranger (IDE) utilisé au cours des quatre premiers mois de l'année s'est établi à 27,67 milliards de dollars, en baisse de 21% en glissement annuel, a annoncé le porte-parole du ministère chinois du Commerce, Yao Jian. Pendant le seul mois d'avril, l'investissement a diminué de 22,5% pour s'établir à 5,89 milliards de dollars, soit la 7e baisse mensuelle consécutive, a précisé le porte-parole.

- Le nombre de nouvelles entreprises à capitaux étrangers a enregistré une baisse de 34,2% pour atteindre 6 241 pendant les quatre premiers mois de l'année, les entreprises ayant adopté une attitude plus prudente en matière d'expansion

- Alors que le Continent africain est frappé de plein fouet par l'actuelle crise économique, le Maroc continue à faire figure de pays solide économiquement qui maintient le cap contre vents et marées. C'est ce que confirme un rapport de la Banque africaine de développement (BAD) sur les perspectives économiques en Afrique en 2009, présenté aux 44s assemblées annuelles de l'institution financière africaine qui se sont ouvertes lundi à Dakar

- En 2008 les investissements étrangers dans l'Union européenne ont baissé de 60% tandis que les investissements de l'UE dans le reste du monde accusaient une baisse de 30%. Selon les chiffres, publiés aujourd'hui par Eurostat, l'Office statistique des Communautés européennes, en 2008, les IDE (investissements directs étrangers) de l'UE-27 dans les pays tiers (flux sortants) ont diminué de 28%, passant de 496 milliards d'euros en 2007 à 354 mrd en 2008, alors que les IDE en provenance du reste du monde dans l'UE-27 (flux entrants) ont décliné de 57%, passant de 400 mrd à 173 mrd. En 2008, les flux d'IDE intra-UE-27 ont baissé de 42% par rapport à 2007.

- L'économie russe s'est effondrée de 23,2% au premier trimestre. Le produit intérieur brut de la Russie a chuté 23,2% au premier trimestre 2009, par rapport au trois derniers mois de 2008. Sur un an, le repli de l'activité est de 9,5%, a annoncé le service de statistiques fédéral aujourd'hui. A titre de comparaison, le PIB de la zone euro s'est replié de 2,5% d'un trimestre sur l'autre. Cette dégringolade impressionnante de l'économie russe est principalement due à l'effondrement de la production industrielle et au recul des prix de l'énergie. Elle met en évidence l'échec du plan de relance de 3.000 milliards de roubles (65 milliards d'euros) des autorités.

- La Norvège puise dans sa manne pétrolière pour enrayer la récession. La riche Norvège va puiser dans son immense manne pétrolière pour tenter d'amortir les effets de la crise sur son économie qui devrait néanmoins se contracter de 1,0% cette année, a annoncé le gouvernement norvégien vendredi. Présentant son budget révisé pour 2009, année électorale dans ce pays scandinave, le gouvernement de

centre-gauche a indiqué qu'il utiliserait 130 milliards de couronnes (14,7 milliards d'euros) de recettes pétrolières cette année, soit 9,5 milliards de plus que prévu, pour doper la dépense publique.

- La Banque mondiale portera le montant de ses investissements dans l'infrastructure à 45 milliards de dollars au cours des trois prochaines années afin d'établir les bases nécessaires à une rapide reprise à la suite de la crise économique mondiale, a annoncé le Président de la Banque mondiale, Robert B. Zoellick à l'occasion des Réunions de printemps de la Banque mondiale et du FMI.

- Depuis le début des années 1990, les fonds d'investissement social (ISR) promettent de contribuer à la moralisation du capitalisme, en jouant sur le levier financier pour inciter les entreprises à s'engager davantage en faveur de l'intérêt commun. En ces temps de forte demande sociale en faveur d'un capitalisme « moral », il est paradoxal que, bien que leur croissance ait été relativement élevée au cours des quelques dernières années, ces fonds éthiques restent marginaux dans l'épargne des ménages. Alors même que beaucoup d'entre eux ont l'impression que les marchés financiers ont été la scène de turpitudes au cours des dernières décennies et demandent plus que quelques ajustements des régulations.

- Le Cap-Vert poursuit son décollage économique. Une réussite symbolisée par son passage, du statut de pays moins avancé (PMA) à celui de pays à revenu intermédiaire (PRI). En décembre 2007, le petit archipel lusophone a en outre signé le traité marquant son entrée à l'Organisation mondiale du commerce. Avec un produit intérieur brut (PIB) par habitant supérieur à 2100 dollars, soit le plus élevé de la Communauté des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao), le Cap-Vert aligne les bons résultats économiques et attire les investissements directs étrangers. En 2007, ces derniers se seraient élevés à 750 millions de dollars – flux et stocks cumulés – et devraient atteindre, selon l'Agence cap-verdienne d'investissement, 7,8 milliards de dollars entre 2008 et 2011, essentiellement dans le tourisme (qui réalise plus de 25 % de croissance par an). Les Européens ont misé 1 milliard de dollars en 2007 dans la construction d'hôtels et de résidences. Un succès qui s'explique par la stabilité politique, le soutien de la diaspora et... la télévision.

- L'Angola, premier producteur de brut d'Afrique subsaharienne avec le Nigeria, "produit près de deux millions de barils par jour. L'Angola a connu une croissance économique rapide au cours de ces dernières années, sous l'impulsion d'une hausse des coûts du pétrole ainsi que de l'accroissement de la production et des exportations du pétrole et du diamant. Des revenus élevés provenant du pétrole et des autres industries extractives ont abouti en d'importants excédents dans les comptes financiers et dans les comptes extérieurs. Le gouvernement a fait preuve d'un engagement ferme dans la poursuite des réformes économiques et structurelles afin de permettre le développement du secteur privé tout en évoluant d'une économie dépendante du pétrole vers une économie indépendante des revenus pétroliers. Les retombées directes du secteur pétrolier sur le reste de l'économie sont, néanmoins, demeurés limitées. ■

Diplomat Investissement s'adresse aux décideurs politiques, diplomatiques, financiers et aux investisseurs. Magazine d'informations diplomatiques et économiques, il donne la parole à ceux qui prennent des décisions et fait la promotion de la nouvelle diplomatie axée sur les affaires et les investissements.

Président-éditeur: **Jean Telé Udimba**
Directeur général: **Dr Hilaire Woma**
Rédacteur en chef: **Ousmane Sow**

ADMINISTRATION

Élodie Rukiza
Coordonnatrice générale: **Kawia Nacro**

DÉVELOPPEMENT DES AFFAIRES

Relations avec les Gouvernements: **Telé Wembolua**
Relations avec les secteurs privé et public: **Antoine Lukaso**
Relations avec les institutions: **Joseph Tete**
Développement des affaires: **Ignace Lumumba**
Directeur de projets: **Dr Hilaire Kasongo**
Chargé de mission: **Sylla Naby Laye**

DIRECTION INTERNATIONALE

Relations diplomatiques et consulaires: **André Okito**
Promotion du commerce et des investissements: **Amisi Rukiza**

MARKETING ET PUBLICITÉ

Marketing et relations d'affaires: **Naby S.**
Publicité, abonnement et vente: **Fatou Rukiza**

RÉDACTION

Chef rubrique: **Ousmane Sow**
Chef réviseur: **Dr Woma Kasongo**
Journalistes: **Ousmane Sow**
Reportage: **Lacine Diawara**

STAGIAIRES

Eva Sow
Wè-nssé Nacro
Éric Ndala

PRODUCTION

Directeur de production: **Jean Telé**
Photos & Illustrations: **Jean-Jacques Omeonga**
Impression: **Transcontinental**

COLLABORATION ET SOUTIEN LOGISTIQUE

Promo invest
Avacbéton

DISTRIBUTION

Distribution ciblée: WABC
Remerciements:

PUBLICATION ET DIFFUSION

Groupe diplomat Investissement
Ont également collaboré à ce numéro: **Moise Mougnan, Pascal Lemba.**

Notre politique de distribution: Il nous arrive de communiquer à nos partenaires les besoins de nos annonceurs afin de les intéresser à leurs produits ou services. Bon nombre d'entre eux apprécient cette méthode de distribution ciblée. Cependant si vous ne voulez pas ce genre de service, faites-le savoir à notre administration. Droits d'auteur et droit de reproduction.

Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Canada
ISSN: 1205-9757

Magazine Diplomat Investissement

6830, av. du Parc, suite 565 Montréal, Québec H3N1W7 Canada
Téléphone: (514) 271-0071 - Télécopieur: (514) 273-0120
Courriel: contact@diplomatinvestissement.com
Site Web: www.diplomatinvestissement.com
Toute demande de reproduction doit être adressée à l'administration du magazine.

Vers une nouvelle politique américaine au Moyen-Orient

Jean Telé Udimba

De retour de sa visite aux États-Unis, Benjamin Netanyahu a affirmé être convenu avec le président Barak Obama d'engager immédiatement des pourparlers de paix avec la Syrie sans condition préalable. Le chef du Likoud a également dit être tombé d'accord avec Obama "sur la nécessité d'élargir le processus de paix pour y inclure des pays arabes, en d'autres termes pour que non seulement Israël et les Palestiniens apportent des réponses, mais aussi que des pays arabes apportent des réponses concrètes au début du processus de paix". Le président Barack Obama avait prononcé au Caire un grand discours à l'attention du monde musulman dans lequel il fournit des indications sur ses intentions concernant la paix dans la région.

Dans son discours, le Président Barack Obama amorce un virage majeur de la diplomatie américaine. Tournant le dos à la politique de confrontation défendue par son prédécesseur, le président américain a tendu la main au monde musulman, lui promettant un "nouveau départ" dans ses relations avec les États-Unis et l'appelant à lutter en commun contre l'extrémisme dans le monde et pour la paix au Proche-Orient. Barack Obama prend ainsi clairement ses distances avec la politique étrangère suivie par son prédécesseur George W. Bush, qui avait énoncé la volonté des États-Unis de propager la démocratie à travers le monde, quitte à devoir l'imposer unilatéralement ou par la force. "Aucun système de gouvernement ne peut ou ne doit être imposé à un pays par tout autre pays", a lancé le président Obama, déclenchant une nouvelle fois les applaudissements de son auditoire.

Dans cette main tendue au monde musulman, Barack Obama a insisté sur la nécessité de faire tomber les préjugés. "Je considère qu'il est de ma responsabilité de président des États-Unis de lutter contre les stéréotypes négatifs sur l'islam, où qu'ils se manifestent", a-t-il promis, même s'il admet qu'"un seul discours ne peut éradiquer des années de méfiance". Mais, l'inverse, aussi, doit être vrai. "Tout comme les musulmans ne correspondent pas aux stéréotypes sommaires, l'Amérique n'est pas le stéréotype sommaire d'un empire uniquement préoccupé de ses intérêts", a-t-il fait remarquer à son auditoire de l'Université du Caire, mais aussi aux dizaines de millions de musulmans ayant suivi en direct la retransmission du discours à la télévision et sur Internet. Cherchant à équilibrer son propos et à ménager l'allié israélien, le chef de la Maison Blanche a qualifié d'"inaltérables" les liens entre les États-Unis et l'État hébreu et appelé les radicaux palestiniens du Hamas à "mettre fin à la violence" et à "reconnaître le droit à l'existence d'Israël". "Israël doit reconnaître que, tout comme le droit à l'existence d'Israël ne peut être nié, celui de la Palestine non plus. Les États-Unis n'acceptent pas la légitimité de la poursuite de la colonisation israélienne", a-t-il martelé. "Il est temps que cette colonisation cesse." Quant à la ville de Jérusalem elle-même, M. Obama a souhaité qu'elle devienne une "maison sûre et durable pour les juifs, les chrétiens et les musulmans". Réagissant au discours du président américain au Caire, le gouvernement israélien a affirmé partager l'espoir d'Obama que son geste d'ouverture vis-à-vis du monde musulman sera "le début de la fin" d'un conflit et mènera à la reconnaissance générale d'Israël. Le communiqué israélien ne mentionne pas les appels du président américain à mettre fin à la colonisation et à établir un État palestinien indépendant. L'État hébreu a déclaré qu'il "fera tout ce qu'il peut" en faveur de la paix dans la région tout en préservant sa sécurité nationale.

Auparavant, un responsable du service de presse du gouvernement israélien, Danny Seaman, avait expliqué que le discours d'Obama ne contenait aucune surprise majeure et que les désaccords actuels entre l'État hébreu et les États-Unis étaient déjà "bien connus. Ce discours s'adressera tout autant à «la rue», soit un milliard et demi de personnes, qu'aux gouvernements des pays concernés, pour les convaincre de travailler avec les États-Unis. Il sera le point d'orgue de sa vision au Proche-Orient. On s'attend dès lors à ce que Barack Obama tourne la page après huit années de tensions sous son prédécesseur, George W. Bush. Le message doit s'adresser aussi à Israël, notamment lorsqu'il va demander aux gouvernements de la région : «Arrêtez de dire une chose derrière des portes closes et autre chose en public.» Déjà, l'État hébreu s'est déclaré inquiet de ce que les ouvertures d'Obama se fassent à ses dépens. ■



*Le Premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou et le
Président américain, Barack Obama*

ISRAËL - ÉTATS-UNIS

Premier face à face Obama-Nétanyahou à la Maison Blanche

Après leur premier entretien à la Maison Blanche, Barack Obama a pressé Benyamin Nétanyahou de saisir une "occasion historique" pour relancer les pourparlers de paix au Proche-Orient. Mais le Premier ministre israélien s'est gardé d'apporter son soutien à une solution à deux États au conflit israélo-palestinien, comme l'aurait souhaité Washington.

Dr Hilaire Woma

Après un premier face à face de plus de deux heures, Barack Obama a pressé Benyamin Nétanyahou de saisir une "occasion historique" pour relancer les pourparlers de paix au Proche-Orient. Mais le Premier ministre israélien s'est gardé d'apporter son soutien à une solution à deux États au conflit israélo-palestinien, comme l'aurait souhaité Washington. Barack Obama et Benyamin Nétanyahou se sont retrouvés à la Maison Blanche pour un premier tête à tête très attendu, à l'heure où Israël et les États-Unis sont loin de parler d'une même voix sur nombre de dossiers clés du Proche-Orient.

Le président américain a fermement invité son hôte à relancer les négociations de paix avec les Palestiniens. "Nous avons vu les progrès stagner sur ce front et j'ai suggéré au Premier ministre qu'il avait une occasion historique d'obtenir un mouvement important sur cette question durant son mandat", a-t-il dit après leur entretien. "Je crois qu'il n'y a pas de raison pour que nous ne saisissons pas cette opportunité et ce moment".

"Cela veut dire que toutes les parties impliquées doivent prendre au sérieux les obligations qu'elles avaient accepté précédemment", a-t-il ajouté, rapportant qu'il avait demandé à Benyamin Nétanyahou de mettre un terme à l'expansion des colonies juives en Cisjordanie, comme prévu par la feuille de route pour la paix au Proche-Orient élaborée par le Quartet (États-Unis, Russie, Union européenne, Nations unies).

Benyamin Nétanyahou n'a pas répondu à la question des implantations. Le jour même, un responsable gouvernemental avait annoncé que l'État hébreu avait lancé des appels d'offre pour des constructions de logements permanents dans une petite colonie en plein cœur de la Cisjordanie, à Maskiot, un ancien camp militaire de l'aride vallée du Jourdain où dix familles israéliennes vivent actuellement dans des camping-cars.

Benyamin Nétanyahou n'a pas non plus soutenu une solution à deux États au conflit israélo-palestinien. Le nouveau chef du gouvernement israélien s'est dit prêt à reprendre les pourparlers de paix avec les Palestiniens immédiate-

ment tout en prévenant que tout accord dépendait de la reconnaissance du droit d'Israël à exister en tant qu'État juif.

Le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas est invité à la Maison Blanche. Le chef des négociateurs palestiniens Saeb Erekat a marqué sa déception après les propos du chef du gouvernement israélien. "M. Nétanyahou n'a pas mentionné la solution à deux États, les accords signés et les engagements à cesser l'activité des implantations", a-t-il déploré.

"Il a déclaré qu'il voulait que les Palestiniens se gouvernent eux-mêmes", a-t-il ajouté. "La question (que je pose) à M. Nétanyahou, c'est : comment puis-je me gouverner moi-même si votre occupation continue partout en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza, et comment puis-je me gouverner moi-même avec votre mur, vos barrages routiers et vos développements d'implantation?"

À Washington, le Premier ministre israélien a préféré mettre l'accent sur la menace posée par le programme nucléaire iranien alors qu'Israël considère avec inquiétude la main tendue de Barack Obama vis-à-vis de l'Iran. "A aucune autre époque Arabes et Israéliens n'ont perçu une menace commune de la façon dont nous le voyons aujourd'hui", a souligné M. Nétanyahou. Sur ce sujet, le président américain Barack

Obama s'est montré disposé à rechercher des sanctions plus dures contre Téhéran si le régime iranien rejette les tentatives de Washington pour relancer des négociations sur son programme nucléaire. Il a dit attendre d'ici la fin de l'année une réponse positive de l'Iran à son offre diplomatique pour discuter de son programme nucléaire.

Le président américain a expliqué que les États-Unis souhaitaient ramener l'Iran dans le concert des nations mais prévenu que "nous n'allons pas discuter indéfiniment". "L'important c'est de veiller à ce qu'il y ait un calendrier clair, à partir duquel nous pourrions dire si ces discussions ne semblent pas faire de progrès clair", a-t-il expliqué.

Cette première visite à la Maison Blanche s'annonçait difficile compte tenu des divergences apparues entre une administration américaine décidée à s'impliquer de nouveau dans le processus de paix et un gouvernement israélien "faucou" qui n'a toujours pas soutenu la création d'un État palestinien et voit d'un mauvais oeil la main tendue de Washington vis-à-vis de Téhéran. Benyamin Nétanyahou avait récemment laissé entendre qu'il serait prêt à prendre des mesures militaires pour empêcher Téhéran de se doter d'armes nucléaires ■



Le parti du Congrès garde le pouvoir en Inde

Antoine Lukaso

Le peuple indien a parlé, et parlé avec une grande clarté", a déclaré devant les journalistes le Premier ministre Manmohan Singh, exprimant sa "profonde gratitude" pour cette "générosité" et

ce "mandat massif" confié à la coalition de centre-gauche. "Le peuple indien sait ce qui est bon pour lui, et fait toujours le bon choix", a lancé pour sa part la présidente du Congrès, Sonia Gandhi.

Le Bharatiya Janata Party (BJP, nationaliste hindou), principale formation de l'opposition, a reconnu la défaite. "Nous acceptons le verdict populaire", a déclaré Arun Jaitley, haut responsable du parti, avant d'ajouter: "il y a certainement quelque chose qui a mal marché". Le Congrès aspire à un "gouvernement stable et solide, engagé dans des valeurs laïques", a ajouté Singh, référence au BJP, qui aura donc échoué à convaincre les électeurs de changer d'équipe en ces temps d'incertitude économique et d'instabilité régionale, à l'heure où la guerre s'embrase en Afghanistan et au Pakistan.

Alors que le dépouillement était quasiment terminé, la Commission électorale annonçait que l'alliance réunie autour du Congrès avait remporté ou était sur le point de remporter 254 des 543 sièges du Lok Sabha (Chambre du peuple), contre 153 au BJP. Seul, le Congrès obtiendrait 204 sièges.

La majorité absolue nécessaire pour gouverner seul étant de 272 sièges, et donc difficile à décrocher, des gouvernements de coalition sont aux commandes de l'Inde depuis quasiment 20 ans.

Les élections auxquelles étaient appelés 714 millions d'Indiens se sont étalées sur un mois, le scrutin se déroulant en cinq phases à compter du 16 avril. La participation totale a atteint environ 60%, selon la commission nationale électorale, soit un peu plus que les 58% aux dernières élections nationales en 2004.

Mais le Congrès fait mieux qu'on ne s'y attendait: depuis des mois, sondages et experts prédi-

saient qu'aucun des deux grands partis ne réussirait à tirer son épingle du jeu, et agitaient le spectre d'une vaste et instable coalition. Le "Troisième Front", alliance de partis communistes, régionaux ou défendant des intérêts de caste, et qui avait été considéré comme susceptible de prendre une importance considérable, semble avoir échoué: la plupart des chaînes de télévision lui prédisaient moins de 70 sièges.

Le scrutin montre aussi que les partis communistes, force traditionnelle de la politique indienne, ont chuté de 60 sièges habituellement à moins de la moitié, un "grave revers", reconnu par Prakash Karat, secrétaire général du Parti communiste d'Inde (marxiste). Alliés au Congrès pendant une bonne partie de la législature précédente, les communistes ont claqué la porte à cause de l'accord indo-américain sur le nucléaire civil, qui a resserré les liens entre New Delhi et Washington.

Alors que les résultats continuaient à tomber, les partisans du Congrès ont laissé éclater leur joie, dansant dans la rue et brandissant des portraits de Sonia Gandhi et de ses enfants.

"Nous avons remporté une majorité écrasante. Le succès commence et termine avec le Congrès et la famille Gandhi", se réjouissait le militant Parag Jain, devant le siège du Congrès d'un quartier chic du sud de la capitale.

Le Congrès a toujours dit que l'économiste et technocrate Singh, 76 ans, garderait son poste de Premier ministre en cas de victoire. Mais ce scrutin aura également été marqué par l'émergence d'un nouveau dirigeant, le fils de Sonia Gandhi, Rahul, 38 ans. Encore néophyte il y a peu, le jeune homme s'est révélé au cours de cette campagne, dont il a été l'un des principaux stratèges. Devenu le visage le plus visible du parti, il est de plus en plus considéré comme un probable futur Premier ministre.

Dernier rejeton de la dynastie politique la plus puissante d'Inde, dont le sort se marie avec l'histoire tragique du pays, Rahul est le fils de feu Rajiv Gandhi et de "l'Italienne", petit-fils d'Indira Gandhi et arrière-petit-fils de Jawaharlal Nehru, premier chef de gouvernement de l'Inde indépendante. ■



Premier ministre Manmohan Singh

AFRIQUE DU SUD

Le Congrès national africain (ANC) a remporté les élections générales du 22 avril en Afrique du Sud

Ignace Lomomba

Le Congrès national africain (ANC) a emporté les élections générales du 22 avril en Afrique du Sud, avec 65,9 % des suffrages, et la très forte mobilisation des électeurs s'est maintenue pour le 4e scrutin post-apartheid, selon les résultats officiels publiés samedi. L'ancien mouvement de lutte contre le régime ségrégationniste est en léger recul par rapport aux élections de 2004 (69,7 %) et échoue au seuil de la majorité des deux tiers au Parlement, avec 264 sièges sur 400. Sa très large avance assure toutefois au leader de l'ANC, Jacob Zuma, d'être élu président de la République par les nouveaux députés le 6 mai.

Le futur président de l'Afrique du Sud, Jacob Zuma, a ainsi salué samedi "la splendide victoire" de son parti, et promis "un gouvernement pour tous les Sud-Africains". L'ANC mène en effet très loin devant son principal rival, l'Alliance démocratique (DA), bien que celle-ci progresse nettement avec 16,68 % des voix (67 députés) contre 12,8 % (50 sièges) en 2004, selon les résultats validés par la Commission électorale. Vient ensuite le Congrès du peuple (Cope), formé par des dissidents de l'ANC, avec 7,42 % (30 sièges). A 77,3 %, la participation démontre la santé de la démocratie sud-africaine, quinze ans après les premières élections multiraciales, a estimé le président de la Commission électorale, Brigalia Bram, "félicitant" les partis pour une campagne et un scrutin "pacifique". Plus de 23 millions d'électeurs étaient inscrits pour renouveler l'Assemblée nationale et les Parlements provinciaux.

AFRIQUE DU SUD: PRIORITÉ AU DÉVELOPPEMENT POUR LE GOUVERNEMENT ZUMA

Le président de l'Afrique du Sud, Jacob Zuma, a endossé "la splendide victoire" de son parti, le Congrès national africain (ANC), aux élections générales du 22 avril, et promis "un gouvernement pour tous les Sud-Africains". "En travaillant en-



Jacob Zuma

semble, nous formerons un gouvernement pour tous les Sud-Africains", a déclaré le chef de l'ANC en direction des partis d'opposition, consolidés par le scrutin de mercredi. "Le nouveau président de la République sera un président pour tous", a-t-il ajouté lors d'un discours au siège de la Commission électorale à Pretoria, après la publication de résultats officiels. Le nouveau président sud-africain Jacob Zuma a traduit dans la de son gouvernement la priorité donnée à la lutte contre la pauvreté et à l'amélioration des services publics, mais la gageure est colossale, avertissent les analystes. "La refonte des portefeuilles ministériels paraît démontrer que certains des obstacles à la mise en œuvre des politiques ont été parfaitement identifiés", note Susan Booysen, professeur de Sciences politiques à l'Université de Witwatersrand, à Johannesburg. Le quatrième président de l'Afrique du Sud démocratique a promis de réussir là où les gouvernements successifs depuis la chute de l'apartheid en 1994 ont échoué: réduire drastiquement la pauvreté dans un pays où environ 43% de la population vit tou-

jours avec moins de deux dollars par jour. "Le thème du développement a été décliné" dans la redéfinition des portefeuilles, explique Mme Booysen, avec une emphase particulière sur ceux du Développement économique et du Développement rural, deux des principaux défis à relever. L'équipe gouvernementale, va devoir amortir les effets de la récession qui s'amorce, alors que le taux de chômage frôle les 40%. Et la pauvreté la plus frappante se concentre dans les zones rurales, oubliées de la croissance soutenue de ces dernières années.

Nombre de ministères ont été repensés, regroupés ou séparés, afin de "mieux se spécialiser en se concentrant" sur leur secteur de responsabilité, acquiesce Dirk Kotze, de l'Université d'Afrique du Sud à Pretoria. Une Commission du Plan a été créée, chargée de définir une stratégie d'ensemble pour le développement socio-économique sous la coupe du très respecté ancien ministre des Finances, artisan de la croissance post-apartheid. Non seulement cette initiative peut donner une cohérence au gouvernement, estime l'analyste, mais elle évite le "vide qu'aurait créé le départ" de M. Manuel, qui a su gagner la confiance des milieux d'affaires en 13 ans au ministère des Finances. Ce pilier du gouvernement se retrouve dans "une position plus forte encore", tandis qu'il est remplacé aux Finances par un homme "d'une stature presque équivalente", le chef du fisc Pravin Gordhan, souligne M. Kotze.

Mais l'ampleur de la restructuration de l'exécutif présente un risque: celui de la lourdeur administrative, que dénonce déjà l'opposition. "Le gouvernement a grandi substantiellement, avec 34 ministères," et "il reste à voir si cela aura un impact positif sur les services publics", affirme l'Alliance démocratique (DA), principale formation d'opposition. La légitimité tirée de la lutte contre l'apartheid ne suffira plus au Congrès national africain (ANC), au pouvoir depuis 1994, pour l'emporter lors des prochaines législatives, estiment nombre d'analystes. ■

Barack Obama propose un nouveau partenariat aux Amériques et un "nouveau départ" à Cuba

Eric Ndala

Le chef de la Maison Blanche a laissé entendre qu'il était prêt à accepter la proposition du président Raul Castro qui a offert des discussions sur des sujets autrefois tabous pour La Havane, comme les prisonniers politiques.

Autre symbole, il a salué avec un large sourire le président vénézuélien Hugo Chavez, qui avait tant détesté George W. Bush. La presse brûlait de savoir ce que le président américain avait dit à celui qui avait comparé son prédécesseur au "diable". "Je lui ai dit 'como estas' (comment ça va?)", a confié Barack Obama en riant. "Je crois que c'était un bon moment", a ensuite jugé Hugo Chavez après cette brève

à égal. Il n'y a pas de partenaire senior ou junior dans nos relations".

Une nouvelle approche mise en pratique samedi lors du premier jour plein du sommet organisé dans l'archipel de Trinité-et-Tobago. Barack Obama a pris part à une série de séances plénières, de groupes de travail sans compter les entretiens bilatéraux que la Maison Blanche tentait d'organiser. Il espérait avoir le temps pour des tête-à-tête avec les dirigeants du Canada, de la Colombie, du Pérou, d'Haïti et du Chili, selon des conseillers.

Barack Obama n'a pas voulu dire s'il prévoyait un entretien bilatéral avec Hugo Chavez. "Je crois que nous faisons des progrès à ce sommet", s'est-il contenté de dire.

sources selon lui de tous les maux de l'Amérique latine. Il a même rappelé l'épisode de la Baie des Cochons, tentative d'invasion américaine de Cuba en 1961, tout en reconnaissant que l'actuel président ne pouvait guère en être tenu responsable. "Je suis reconnaissant au président Ortega de ne pas me reprocher des choses qui se sont déroulées quand j'avais trois mois", a apprécié Barack Obama, suscitant rires et applaudissements des autres dirigeants.

Mais la plus forte salve d'applaudissements a accueilli l'appel du chef de la Maison Blanche à un nouveau départ dans les relations entre Washington et La Havane après près de 50 ans de guerre froide. "Je sais qu'il y a un long voyage à faire pour dépasser des décennies de méfiance, mais il y a des mesures cruciales que nous pouvons prendre pour avancer vers une nouvelle ère", a-t-il déclaré. "Les Etats-Unis veulent un nouveau départ avec Cuba". Mardi, Barack Obama avait ordonné un assouplissement des restrictions de voyages et de transfert d'argent à Cuba pour les Américains d'origine cubaine. Un geste dont s'est félicité quelques heures plus tard Raul Castro. Le président cubain, qui a remplacé son frère malade Fidel Castro il y a un an, a proposé des discussions sur "tout" ce qui divise les deux pays.

La Maison Blanche a salué cette proposition mais laissé entendre que des actes, comme la libération des nombreux prisonniers de l'île, seraient préférables. "Ca ne m'intéresse pas de parler pour parler", a confirmé Barack Obama. "Mais je crois que nous pouvons faire avancer les relations américano-cubaines dans une nouvelle direction".

La question de Cuba, exclue en 1962 de l'Organisation des Etats américains (OEA), est ainsi revenue au premier plan de ce sommet des Amériques organisé en pleine crise économique mondiale. Aux pays d'Amérique latine qui ont vu chuter leurs exportations, Barack Obama a proposé un nouveau fonds de croissance et un nouveau partenariat régional pour développer des sources d'énergie alternatives et lutter contre le réchauffement de la planète. ■



Barack Obama et Hugo Chavez

rencontre. "Je crois que le président Obama est un homme intelligent, comparé au précédent président des Etats-Unis". Dans son discours d'ouverture du cinquième sommet des Amériques, qui réunit 34 pays, le président américain a fait assaut d'humilité et d'humour pour promettre un changement de politique, comme de style, à ses partenaires.

"Nous avons parfois été désengagés et parfois nous avons cherché à dicter nos conditions", a-t-il admis sous des applaudissements nourris. "Mais je vous promets que nous cherchons un partenariat d'égal

à égal. Barack Obama a aussi serré la main à un chef d'Etat que le défunt ancien président Ronald Reagan avait passé des années à tenter de déloger du pouvoir au Nicaragua: Daniel Ortega. Le président sandiniste est venu se présenter au président des Etats-Unis, selon des responsables américains.

Cela n'a pas empêché Daniel Ortega -remplacé lors du scrutin de 1990 qui mit fin à la guerre civile puis remis au pouvoir par les électeurs en 2006- de dénoncer, dans un discours de près d'une heure le capitalisme et l'impérialisme américain,

ALGÉRIE

Abdelaziz Bouteflika promet d'"approfondir" sa politique de réconciliation nationale

Réélu le 9 avril pour un troisième mandat de cinq ans, le président Abdelaziz Bouteflika a prêté serment et a promis d'"approfondir" sa politique de réconciliation nationale qui a permis, selon lui, à l'Algérie de retrouver sa stabilité. Il n'a cependant pas parlé d'une "amnistie générale", éventualité évoquée durant la campagne électorale.

"Je suis déterminé à poursuivre et approfondir la réconciliation nationale que le peuple algérien a massivement soutenue, qui a permis le retour à la paix civile et devra à l'avenir contribuer essentiellement à raffermir la cohésion nationale et à garantir la pérennité de l'unité nationale", a affirmé M. Bouteflika dans un discours prononcé à l'issue de la cérémonie d'investiture. Se déclarant par ailleurs "pleinement conscient" des difficultés que vivent "de larges franges de la population", le président algérien a insisté sur la "solidarité de l'Etat" à l'égard "des catégories vulnérables" à travers les mesures d'accès au logement, à l'éducation et la santé.

Abdelaziz Bouteflika a évoqué en outre la réforme des structures et des missions de l'Etat, en se prononçant en faveur d'"une nouvelle répartition des pouvoirs publics fondée sur une décentralisation plus



Abdelaziz Bouteflika

poussée". Il s'est également engagé à "intensifier" la lutte contre les pratiques du favoritisme, "sources de frustration et de découragement", et contre la corruption "dont les effets contribuent à saper gravement le sens et le goût de l'effort". A ce propos, le président algérien a insisté sur "le rôle important" que la presse doit jouer dans la lutte contre ces fléaux, tout en as-

surant que la liberté de la presse "sera pleinement respectée, l'Etat restant déterminé à agir pour faciliter davantage encore l'exercice et le développement de la profession". Abdelaziz Bouteflika avait auparavant prêté serment au cours d'une cérémonie à laquelle étaient conviés, outre d'anciens présidents de la République, les membres du gouvernement sortant, les parlementaires et les dirigeants des partis politiques et organisations syndicales.

Conformément à la Constitution algérienne, le Premier ministre Ahmed Ouyahia doit remettre sa démission.

Agé de 72 ans, Abdelaziz Bouteflika a été réélu le 9 avril avec 90,23% des suffrages, selon le président du Conseil constitutionnel, alors que le taux de participation au scrutin s'est élevé à 74,5%. Cette élection a été boycottée par l'opposition démocratique et islamiste, et tous les concurrents du président sortant ont dénoncé "la fraude massive au profit de Bouteflika". Au terme de la proclamation des résultats par le ministre de l'Intérieur, ils ont déposé des recours au Conseil constitutionnel. Ce dernier, présidé par Boualem Bessaih, a rejeté ces recours, affirmant qu'ils n'étaient "recevables dans leur forme". ■

La Syrie veut relancer des pourparlers de paix indirects avec Israël

La Syrie s'est de nouveau montrée intéressée par une reprise des pourparlers de paix indirects avec Israël, a déclaré le président syrien Bachar el-Assad à Damas, ajoutant croire en revanche que le nouveau gouvernement israélien n'était pas un bon partenaire dans ces négociations.

Tout comme elle l'avait fait fin avril, la Syrie a affirmé vouloir reprendre les discussions, via la médiation de la Turquie, à condition qu'Israël se retire complètement du Golan. Mais le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a dit ne pas être disposé à céder à la Syrie le territoire qu'elle veut, tout comme son ministre des Affaires étrangères Avigdor Lieberman avait fait savoir qu'il était prêt au dialogue, à condition qu'il reprenne sans conditions. "La Syrie veut autant la paix que le retour dans ses territoires occupés", a précisé Bassar el-Assad, lors d'une conférence de presse conjointe avec le président turc Abdullah Gul. "Si nous avons une vision spécifique et s'il y a un partenaire,

alors nous pourrions décider d'une date pour reprendre les pourparlers de paix", a-t-il indiqué.

Le 26 avril, Avigdor Lieberman avait expliqué "ne pas voir la Syrie comme un partenaire sincère pour quelque sorte d'accord que ce soit", en raison de ses liens avec l'Iran, ainsi que de son soutien au Hezbollah libanais et au Hamas palestinien. Il avait aussi estimé ne pas voir pourquoi entamer des négociations sur un accord final avec les Palestiniens: "Le processus politique doit commencer au commencement, pas par la fin". L'Etat hébreu a déjà tenu plusieurs rounds de pourparlers avec les Syriens. Le dernier, indirect, via la médiation de la Turquie, l'année dernière, a été suspendu en raison des élections anticipées en Israël. En 2000, les pourparlers avaient échoué sur la question de l'étendue du retrait israélien. Il y a un an, l'Etat hébreu a également réclamé à Damas de mettre un terme à son soutien au Hezbollah libanais et au Hamas palestinien. ■

Le gouverneur républicain de l'Utah nommé ambassadeur des États-Unis en Chine

Hilaire Kasongo

Avec ce choix, le président américain pourrait bien mettre sur la touche pour l'élection présidentielle de 2012 un homme considéré comme un sérieux prétendant à l'investiture républicaine. Jon Huntsman est un homme populaire, qui effectue un deuxième mandat de gouverneur. Il a su rester modéré dans un des États les plus conservateurs des États-Unis.

Cet homme de 49 ans, qui a été missionnaire mormon à Taïwan, parle couramment le mandarin. Jon Huntsman est son épouse, Mary Kaye, ont par ailleurs sept enfants, dont des filles adoptives originaires de Chine et d'Inde.



Pour qu'il succède à Clark Randt -qui était ambassadeur en Chine depuis juillet 2001-, sa nomination nécessite encore une confirmation du Sénat, ce qui devrait être une formalité dans le cas de Jon Huntsman. Il a d'ailleurs déjà été ambassadeur des États-Unis à Singapour. ■

Jon Huntsman

Prochaine signature d'un accord dans le domaine du commerce entre l'Angola et les USA

L'Angola et les États-Unis signeront, prochainement, un accord général de coopération dans le domaine du commerce, a informé, à l'Angop, l'ambassadrice d'Angola aux États-Unis Amérique, Josefina Diakité. L'annonce a été faite à propos de la visite que le ministre angolais des Relations Extérieures, Assunção dos Anjos, effectuera brièvement aux États-Unis d'Amérique, où il rencontrera les membres de l'Administration Barack Obama, et la secrétaire d'État Hilary Clinton.

Selon la diplomate, l'accord permettra l'approfondissement du commerce entre les deux pays. La visite du chef de la diplomatie angolaise est une étape importante du Gouvernement de s'approcher à l'administration de Barack Obama, pour approfondir les relations existantes. Aux États Unis, Assunção dos Anjos, s'entretiendra avec les responsables des secteurs de transports, du commerce, trésor, de l'énergie, des agences du Gouvernement et du Congrès américain. Rappelons que l'Angola et les États-Unis coopèrent déjà dans le secteur sanitaire, énergétique, la consolidation de la démocratie, entre autres.



SEMme Josefina Diakité

L'Ambassadeur sud-africain en Angola envisage le renforcement des relations bilatérales

L'ambassadeur de l'Afrique du Sud en Angola, Themba Kubheka, a dit vendredi, à Luanda, qu'il croyait au raffermissement de la coopération à tous les niveaux, surtout économique, entre l'Angola et son pays, vu l'excellente relation entre les Présidents José Eduardo dos Santos et Jacob Zuma.

Se confiant à l'Angop, à l'Aéroport International "4 de Fevereiro", le diplomate a affirmé que le déplacement de la ministre des Relations extérieures de son pays en Angola démontre cet engagement d'approfondir les relations bilatérales.

"La ministre a commencé à travailler seulement lundi dernier, et aujourd'hui, elle est déjà en Angola, ce qui démontre clairement la volonté du Président Zuma de privilégier la coopération avec l'Angola", a-t-il souligné.

Il a indiqué que les deux États sont voisins et membres de la SADC, c'est pourquoi, ils doivent privilégier la coopération entre eux.

Selon l'ambassadeur sud-africain, il existe un grand intérêt d'hommes d'affaires de son pays à investir en Angola, surtout dans la reconstruction nationale, construction d'infrastructures, dans l'exploitation pétrolière, énergie, entre autres secteurs. ■

PURIFICATION ANGUE ONDO

L'avenir de la Guinée Équatoriale dépendra des fils et filles du pays

Jean Telé Udimba

Avocate spécialisée dans le domaine des droits des femmes et professeur, Purification Angue Ondo est l'ambassadrice de la République de la Guinée équatoriale aux États-Unis d'Amérique. Elle nous a accordé une entrevue dans son bureau.

Diplomat investissement: Excellence, pourriez-vous résumer l'état des relations entre la Guinée Équatoriale et les États-Unis ?

Purification Angue Ondo: Je dirai qu'elles sont très bonnes, voire excellentes tant au niveau politique que commercial. J'agis dans la continuité. Mais, en tant que femme, j'apporte une touche nouvelle. Trois aspects de mon travail sont importants à mes yeux :

- La diplomatie politique : Il s'agit de défendre avec courage et détermination le point de vue de mon pays chaque fois que je rencontre, à Washington ou ailleurs sous ma juridiction, des personnes d'influence comme des membres du Congrès, des hauts fonctionnaires, etc.
- La diplomatie publique : il s'agit de



Seme Purification Angue Ondo

contrecarrer les informations négatives que certaines personnes ou groupes qui diffusent des informations négatives sur mon pays. Je réponds par des informations sur des faits, des réalisations, des actions concrètes qui permettent à mon pays d'avancer vers le développement, la paix et la prospérité.

- La diplomatie économique : Présenter dans toutes les rencontres, les occasions

d'affaires dans mon pays et les filières porteuses.

Comment voyez-vous les perspectives économiques de votre pays à court terme et long termes ?

L'avenir de la Guinée Équatoriale dépendra des fils et filles du pays. Il faut qu'ils se mettent ensemble pour relever le défi du développement et valoriser l'espace commun national. Dès maintenant, il faut profiter de l'expérience des autres pays afin de diversifier notre économie et ne pas dépendre uniquement du pétrole. L'agriculture doit être mise en valeur. Le manioc, le plantain, le haricot, le poisson sont nos aliments de base et nous devons arriver à l'autosuffisance.

Le rêve du président de la République est de voir une Guinée Équatoriale meilleure dans laquelle tous les fils et les filles travailleront ensemble. Nous visons une stabilité, une paix durable. Il faut former des élites responsables pour prendre la relève.

Et l'Afrique ?

Elle sera aussi ce qu'en feront ses enfants. Il faut éviter les divisions qui sont un frein au développement des efforts. Il faut que le continent se mette debout et affronte les défis. ■

An experienced advocate for women's rights and an award-winning teacher and diplomat, Purification Angue Ondo is the Ambassador of the Republic of Equatorial Guinea to the United States of America.

Ambassador Ondo was born in the town of Mongomo in the western part of mainland Equatorial Guinea into a family with one sister. She was educated in Mongomo and Malabo, completing her university-level education in teaching from 1959 to 1963. She began teaching classes in 1964. Under the cruel dictatorship of Equatorial Guinea's first post-colonial President, Francisco Macias, Ms. Ondo was arrested in December 4, 1968. The Macias regime's summary imprisonments and execution were responsible for the death or emigration of up to a third of Equatorial Guinea's population at the time and reduced the country to near ruin. Ambassador Ondo herself was able to escape to Gabon in 1973.

Following her escape to Gabon, Ambassador Ondo took a position as a professor of Spanish in secondary schools in Libreville and Oyem, ultimately winning the Medal of Recognition from the Gabonese Nation from the government of Gabon for her contribution to education. The overthrow of the Macias regime made possible her return to Equatorial Guinea in 1980. It was at that time that she began work on the

issues that would become central to her professional life. After returning to Equatorial Guinea in 1980, Ambassador Ondo helped to create a Department for the Promotion of Women in the new government. Ambassador Ondo served the people of Equatorial Guinea in this department for twelve years, rising through the ranks to ultimately become Delegate Minister, and working so effectively that the UN's Population Fund named her among the top women leaders in Sub-Saharan Africa in 1984. She began to expand her international work a year later by participating in the UN's Third World Conference on Women (Nairobi) in 1985. In 1987, she was elected President of the UN's Africa Region Coordinating Committee for the Integration of Women, Central African Sub-region, serving in this post until she left the government five years later. In 1995, Ambassador Ondo left the government of Equatorial Guinea to put her skills and experience on women's issues to work in the non-governmental sector.

While serving as a local consultant for the UN on women's development and integration in Equatorial Guinea, she started two NGOs, the Federation of Women for World Peace and ABIFAGE, an organization devoted to family planning. Each organization's work continues even today. She also continued to play a role in international women's issues, participating in the UN's International Conference on Population

and Development (Cairo) in 1994, the UN's Fourth World Conference on Women (Beijing) in 1995 and the UN's International Conference on Population and Development (The Hague) in 1998. Her tireless work on behalf of women in Equatorial Guinea and around the world was recognized by the government of Equatorial Guinea in 1983 with the Commendation of the Order of Independence, and twice with the Great Cross of the Order of Independence, in 1988 and 1999.

Recognizing her leadership and international diplomatic skills and experience, His Excellency President Teodoro Obiang Nguema Mbasogo named Ms. Ondo as Ambassador of the Republic of Equatorial

Guinea to Cameroon in 2000, where she served with such distinction that in 2005 she was awarded the most prestigious honor the Cameroonian government awards to foreign nationals, the Grand Official of the Order of Valor. Following the success she enjoyed in her posting in Cameroon, in February of 2005 Purificacion Angue Ondo was selected by President Biang to serve as Equatorial Guinea's Ambassador to the United States. A fluent speaker of Spanish and French, and a student of English, Ambassador Ondo is the proud mother of six children, grandmother of thirty-four grandchildren and great-grandmother of four great-grandchildren. ■

Ambassadeurs: Barack Obama nomme un spécialiste de la sécurité à Paris

Un donateur majeur de la campagne présidentielle du Parti démocrate à Londres, un professeur de théologie d'origine cubaine au Vatican, un membre de la commission d'enquête sur le 11-Septembre pour New Delhi et un spécialiste de la sécurité intérieure pour Paris: la Maison Blanche a annoncé la traditionnelle liste des nouveaux ambassadeurs des Etats-Unis, des postes en vue essentiels pour les relations de l'administration Obama avec ses alliés.

"Je sais gré à ces Américains éminents d'avoir accepté de contribuer à la représentation des Etats-Unis et au renforcement de nos partenariats à l'étranger en ce moment critique pour notre nation et pour le monde", a déclaré le président Barack Obama mercredi dans un communiqué. "Je suis confiant dans le fait qu'ils feront progresser la diplomatie américaine alors que nous nous attelons aux défis du XXIe siècle". Pour Paris, Barack Obama a choisi Charles Rivkin, un spécialiste de l'évaluation du risque à l'étranger pour la sécurité intérieure des Etats-Unis. Cet ancien analyste financier a également dirigé des sociétés de divertissement comme Wild-Brain, qui produit des films d'animation. Pour Londres, l'un des postes les plus en vue et les plus stratégiques, le choix s'est porté sur un ancien vice-président de la division investissement "corporate" de la banque Citigroup. Ancien de la banque d'affaires Salomon Brothers, Louis Susman a aussi dirigé l'équipe de baseball des Cardinals de Saint-Louis (Missouri) pendant plus de dix ans. Il avait levé des millions de dollars pour la campagne démocrate. Pour le Vatican, Obama a choisi Miguel Diaz, un professeur de théologie d'origine cubaine. Diaz était au nombre des 26 catholiques à avoir signé un mo-



Charles Rivkin

tion de soutien à la nomination au secrétariat à la Santé de Kathleen Sebelius, elle-même catholique et favorable au droit à l'avortement.

A Tokyo, les Etats-Unis seront représentés par John Roos, un brillant avocat de Palo Alto et de la Silicon Valley, spécialiste d'Internet et des nouvelles technologies. Pour l'Union africaine (UA), la Maison Blanche a choisi un aumônier militaire proche du prix Nobel de la paix sud-africain, Mgr Desmond Tutu. Pour d'autres postes, Barack Obama a fait appel à des diplomates chevronnés du Département d'Etat tels que Robert Connan, qui dirige actuellement la mission américaine auprès de l'UE et qui hérite du poste d'ambassadeur en Islande. Christopher Dell, diplomate en poste en Afghanistan est en partance pour le Kosovo. Ce sont également des diplomates de carrière qui vont se charger des pays émergents comme Thomas Shannon qui hérite du Brésil. Pour l'Inde en revanche, Obama a choisi l'ancien élu de la Chambre des Représentants pour l'Indiana Tim Roemer, ancien membre de la commission sur les attentats du 11 septembre 2001. ■

Un nouveau ambassadeur du Canada auprès de la République populaire de Chine

Le Premier ministre Stephen Harper a annoncé aujourd'hui la nomination de David Mulroney, actuellement sous-ministre du Groupe de travail sur l'Afghanistan au Bureau du Conseil privé, à titre d'ambassadeur du Canada auprès de la République populaire de Chine.

« David Mulroney apporte à ce poste une expérience de la politique étrangère et un leadership incontestable qui font de lui la personne idéale pour représenter le Canada dans l'importante relation que nous entretenons avec la Chine », a déclaré le Premier ministre. « Monsieur Mulroney a fait une contribution remarquable à son pays en qualité de sous-ministre du Groupe de travail sur l'Afghanistan, et il continuera de représenter le Canada avec grande distinction. »

Un fonctionnaire et diplomate de carrière, Monsieur Mulroney a occupé plusieurs postes de responsabilités croissantes au sein du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international et du Bureau du Conseil privé. Monsieur Mulroney est entré au ministère des Affaires étrangères et du Commerce international en 1982 et a été affecté à Séoul, Shanghai, Kuala Lumpur et Taipei. En 2001, il a été nommé sous-ministre adjoint, d'abord chargé de la région de l'Asie-Pacifique, puis des Relations bilatérales dans leur ensemble. En 2006, il s'est joint au Bureau du Conseil privé à titre de conseiller du Premier ministre en matière de politique étrangère et de défense. Monsieur Mulroney a servi à titre de sous-ministre délégué des Affaires étrangères et représentant personnel du Premier ministre au Sommet du G8 de 2007 à 2008. En février 2008, Monsieur Mulroney a été nommé sous-ministre du Groupe de travail sur l'Afghanistan au Bureau du Conseil privé. ■



AMBASSADE D'ANGOLA AU CANADA

SOFIA SILVERIO PEGADO PEREIRA DA SILVA

«Notre processus de reconstruction nationale en soi, constitue les opportunités d'affaires»

Diplomat investissement: Excellence, quel bilan faites-vous de la coopération et plus précisément des relations commerciales entre le Canada et l'Angola ? et comment entrevoyez-vous l'évolution de ces relations ?

Madame Sofia Silverio Pegado Pereira da Silva: Avant de répondre à la question que vous me posez, permettez-moi SVP de remercier la Revue Diplomat Investissement pour l'entrevue. Pour répondre à votre question, j'ai ceci à dire : L'Angola est un pays jeune et a juste 33 ans d'existence comme un État souverain mais la présence canadienne date depuis les années 50 encore plus depuis la période coloniale à travers les missionnaires, surtout de l'Église Protestante qui ont contribué considérablement à la formation diversifiée et aux soins médicaux des angolais.

En 2008 nous avons souligné avec grande joie le 10 anniversaire des relations diplomatiques Angola-Canada, et la balance que nous faisons est positive surtout que durant le conflit armé la contribution canadienne se basait seulement dans le domaine humanitaire. Ceci est vrai parce que l'Angola était à juste titre considéré comme un pays impossible à y vivre ou investir. Cette observation avait changé radicalement à partir du mois d'Avril 2002 au moment où la paix a été établie et depuis, les relations commerciales entre nos deux pays se sont fortifiées chaque jour qui passe. Juste pour prouver cette volonté, en Octobre de l'année passée, un Mémorandum a été signé l'EDC et la Banque d'Épargne et de Crédit (BPC) de l'Angola pour une valeur de 1 milliard de dollars américains. Cette entente est unique dans ce sens que c'est la toute première fois qu'une Entente de ce genre est signée avec un pays en Afrique Sud-Sahara. Cette Entente a été signée en vue d'appuyer les investisseurs canadiens à faire affaire dans notre pays. C'est ainsi que dans le contexte de notre travail, nous avons mobilisé les entrepreneurs canadiennes pour aller investir et le résultat a été des plus positifs en commençant par les nombreux déplace-

ments vers l'Angola que nous avons inscrit jusqu'en ce jour avec l'intention de réussir des partenariats avec les entrepreneurs angolais. Nous avons tenté de transmettre le message que l'Angola n'offre pas seulement les opportunités dans le secteur pétrolier et petit à petit, nous avons remarqué un intérêt accru dans les autres domaines comme par exemple, dans la construction civile, énergie, eaux et dans la prestation des services etc...

C'est donc notre désir que nous puissions travailler rapidement avec les autorités canadiennes pour signer un Accord général de commerce, un instrument juridique qui donnera plus de confiance en ce qui concerne la protection réciproque des investissements.

Quelles sont les opportunités d'affaires que le Canada peut offrir à l'Angola et vice et versa ?

Comme vous le savez, le Canada possède un potentiel économique énorme. À cet effet, il offre plusieurs opportunités d'Affaires qui, par ordre de préférence, nomme les secteurs de l'Éducation, de l'industrie de transformation de bois, extraction des mines, agriculture, industrie agro-alimentaire, construction des infrastructures, technologies de information et de communication, etc., étant donné que nous avons le potentiel humain, les ressources naturelles qui sans doute, intéressent les canadiens malgré que jusqu'à ce point, notre pays est seulement connu comme un producteur de pétrole.

Notre processus de reconstruction nationale en soi, constitue les opportunités d'affaires. Ce sont donc nos carences qui stimulent les investisseurs nationaux et étrangers.

Pour terminer, le Conseil Canadien pour l'Afrique organise une mission commerciale en Angola, quelles sont vos ententes et comment votre Ambassade contribue-t-elle à cette mission?

Le Conseil canadien pour l'Afrique (CC AFRIQUE) est une institution dont le champ d'action est le continent africain. Ainsi, nous maintenons les relations de



Mme Sofia Silverio Pegado Pereira da Silva:

coopération excellentes. Nous avons déjà réalisé des événements conjoints qui ont été couronnés de grands succès. En l'occurrence, les Journées Économiques du mois d'octobre 2006, réalisées dans la ville de Montréal, Toronto et Ottawa et l'organisation d'une Mission commerciale en Février 2007, composée de 22 éléments dans laquelle figuraient les officiers du gouvernement, les hommes d'affaire et des institutions financières. Nous avons donné nos contributions pour que la Mission commerciale qui se réalise ce mois soit un succès. ■

Madame Sofia Silverio Pegado Pereira da Silva est née le 21 décembre 1949 à Alto Kauale/Uige, en Angola. Diplômée en Droit à l'université Dr. Antonio Agostinho Neto, Angola. Elle a suivi des cours des relations diplomatiques au Ministère des Affaires Étrangères au Portugal. De 1979 à 1980, elle occupe le poste de Chef de section au bureau du ministère des relations extérieures en Angola. En 1980 elle est désignée en tant que personnel administratif et technique à l'ambassade angolaise au Gabon. En 1983 elle promit comme troisième secrétaire de l'Ambassade. 1983-1989, elle est affectée au département d'Afrique et Moyen-Orient au ministère des Relations Extérieures en Angola. En 1990, elle promit premier secrétaire à l'ambassade d'Angola au Botswana. En 1995, elle est affectée au département, légal, consulaire et contentieux au ministre des Relations Extérieures.

En 1998 elle promit Ministre-Conseiller à l'ambassade d'Angola en Suisse et à la mission permanente aux Nations Unies et aux institutions spécialisées à Genève. En 2003, elle est nommée Chef au département de la section légale du ministère des Relations Extérieures en Angola. Depuis le 30 novembre 2006, elle occupe le poste de Ministre-Conseiller à l'Ambassade d'Angola au Canada. Madame Sofia Silverio Pegado Pereira da Silva a participé à plusieurs conférences des droits de l'homme lors des réunions des Assemblées générales de Genève des Nations Unies New York. Elle est marié et mère de 4 enfants. ■

Au cœur du développement africain



-----Ousmane Sow

L Conseil canadien pour l'Afrique a comme mission de faciliter et de promouvoir une augmentation des investissements et du commerce durable entre les secteurs canadiens et africains publics et privés. C'est dans ce cadre que nous avons rencontré sa vice-présidente avant sa mission commerciale en Angola

Diplomat investissement: Madame la Vice présidente, pourriez-vous nous présenter votre organisation à nos lecteurs ?

Madame Marie-France Lebreton: Le Conseil Canadien pour l'Afrique, est la seule organisation pancanadienne consacrée au développement économique de l'Afrique. Avec plus de 150 membres actifs dans tous les secteurs de l'économie - les infrastructures, l'éducation, le domaine juridique, l'environnement, l'énergie, le génie-conseil, la construction, le transport, les mines - et avec 4 bureaux situés à travers le Canada, CCAfrique est incontournable quand il s'agit des rapports économiques entre le Canada et l'Afrique.

L'organisme s'adresse aux organisations des secteurs privés et public ayant des intérêts d'affaires et des investissements en Afrique. Les membres incluent : Petites et moyennes entreprises (PME), Grandes entreprises, Associations d'affaires canadiennes, Organisations non gouvernementales, Universités et collèges, Ministères et agences gouvernementales (fédérales et provinciales).

Nous organisons des conférences, des séminaires et des briefings à travers le Canada sur des thèmes très divers allant des ressources naturelles et de l'économie, à l'éducation ou la Francophonie. Nous accueillons des délégations politiques et économiques africaines et conduisons des délégations d'affaires canadiennes en Afrique. Celles-ci sont concentrées sur la promotion des relations d'affaires entre les institutions canadiennes, les entreprises du secteur privé et leurs homologues dans divers pays africains.

Votre institution organise une mission commerciale en Angola, quels sont les objectifs que vous visez et vos ententes? L'objectif principal est de permettre aux



Mme Marie-France Lebreton, vice-présidente du Conseil Canadien pour l'Afrique, région du Québec

gens d'affaires canadiens de découvrir ce marché en pleine expansion. Suite à la guerre civile qui a duré presque trente ans en Angola, le pays est en pleine effervescence, avec des infrastructures à reconstruire ou à créer (routes, ports, aéroports), et pour ce faire il y a un grand besoin en matériaux et en expertise. En fait, tous les secteurs d'activité sont en explosion en Angola. Ce développement est « stimulé » par les immenses richesses naturelles du pays (pétrole, gaz, mines). Pour l'organisation de cette mission, nous travaillons en étroite collaboration avec le Ministère des Affaires Étrangères et du Commerce International du Canada, de même qu'avec l'ambassade d'Angola à Ottawa et les autorités angolaises sur place.

Quels sont les secteurs d'activité et le type de partenariat que vos membres recherchent auprès des partenaires angolais ?

Les secteurs d'activités représentés dans la mission qui se déroulera du 7 au 11 juin prochain sont : l'accès à l'eau, la machine-

rie lourde, l'ingénierie et grands travaux, le secteur bancaire et le développement portuaire.

Ce que nos membres recherchent en plus de l'information stratégique, c'est surtout de rencontrer les acteurs clés du développement de ce pays, les donneurs d'ordres en fait. ■

Madame Lebreton a vécu plus de 15 ans en Afrique et possède une solide expérience professionnelle dans le développement des affaires à l'international. Après avoir travaillé dans une entreprise de promotion des activités de pêche artisanale et de commercialisation des produits de la mer et gérante d'une société commerciale, elle fut coordinatrice du programme du Fonds canadien d'initiatives locales de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) à São Tomé et Príncipe

Par la suite, à Libreville au Gabon, elle a travaillé notamment à la Délégation de la Commission européenne à titre de comptable du Fonds européen de développement (FED), avant d'occuper le poste de délégué commercial à l'Ambassade du Canada, située à Libreville. A ce titre elle fut responsable des affaires commerciales canadiennes pour le Gabon, la Guinée Équatoriale et la République démocratique de São Tomé et Príncipe.

Elle a développé une excellente connaissance des marchés économiques africains, des institutions financières internationales, des relations diplomatiques ainsi que des différentes pratiques d'affaires particulières aux marchés internationaux et plus spécifiquement aux marchés africains.

Madame Lebreton a assumé la fonction de directrice générale du Comité national canadien du Forum francophone des affaires en décembre 2004 à juin 2006, avant de devenir consultante en développement d'affaires internationales. Madame Lebreton a fait des études en communication et maîtrise quatre langues dont, le français, l'anglais, l'espagnol et le portugais.

Conseil Canadien pour l'Afrique
(CCAfrique)
www.ccafrica.ca

Ministre angolais de l'Économie invite les investisseurs étrangers

Le ministre de l'Économie, Manuel Nunes, a invité, à Londres, les investisseurs étrangers à investir sur le marché angolais, car le pays a actuellement une stabilité politique et macroéconomique. Le ministre Manuel Nunes a fait cette déclaration à la clôture de la conférence sous le thème "Investissant sur les marchés émergents d'Afrique", organisé par Chatham House, siège de l'Institut international des relations internationales. Il a souligné qu'en ce moment que le monde traverse l'une des plus grandes crises économique et financière, c'est le moment propice pour investir sur un marché émergent comme l'Angola.

"L'Angola est en train de vivre un moment de reconstruction, il y a de la stabilité politique et sociale, présente de nombreuses opportunités d'affaires et a un grand intérêt à obtenir de la technologie de qualité", a-t-il ajouté. D'après Manuel Nunes, l'investissement en Angola est sûr surtout que le Gouvernement angolais prend des mesures pour renforcer les institutions nationales, destinées à l'attraction du capital étranger et au développement de l'investissement privé. A ce



Manuel Nunes

propos, il a informé que l'Agence nationale d'investissement privé (ANIP) est en train de traverser une phase de restructuration, pour mieux répondre aux exigences de l'économie nationale et des investisseurs étrangers. Dans ce cadre, il a également parlé de la création de la Banque de Développement d'Angola, depuis près de trois ans, informant qu'il s'agit d'une institution qui vise à financer

le processus de diversification de l'économie angolaise, à partir des recettes pétrolières. Quant à la réalisation de la CAN en Angola, le ministre Manuel Nunes a précisé que le pays est ouvert à la coparticipation internationale dans les grands investissements qu'il est en train de préparer ce qui doit être exécuté par le secteur privé, notamment les infrastructures touristiques. D'autre part, il a cité deux priorités fondamentales, définies dans la stratégie du Gouvernement, en l'occurrence l'investissement dans le capital humain, ainsi que la réhabilitation des infrastructures économiques et sociales.

Se penchant sur l'actuelle crise financière et économique mondiale, il a affirmé que cela affecte aussi l'Angola, étant donné qu'il a eu une réduction des recettes pétrolières et diamantifères, affectant les niveaux d'activité, d'investissements, rentabilité et création d'emploi dans ces secteurs.

La conférence ouverte par le président du Ghana, John Atta Mill, a connu la présence du vice-ministre britannique pour l'Afrique, Lord Malloch Brown, qui s'est dit préoccupé de l'impact de la crise financière sur le continent africain. ■

Les É-U attirent de nouveau les capitaux

Les États-Unis attirent de nouveau les capitaux étrangers, après deux mois de fuite, selon les chiffres officiels publiés, qui attestent d'un goût retrouvé des investisseurs chinois pour les obligations du Trésor américain. La balance des capitaux américaine est repassée dans le vert en mars, avec un solde positif de 23,2 milliards de dollars, succédant au déficit de 91,1 milliards relevé en février et à celui, record, de 143,5 milliards de janvier, a indiqué le département du Trésor dans son état des lieux mensuel.

Ce rétablissement est rassurant pour l'économie américaine qui a un besoin de financement immense, émanant essentiellement de l'État, qui porte l'activité à bout de bras en cette période de crise. Après la promulgation du plan de relance budgétaire de 787 milliards de dollars sur trois

ans en février, mars a été marqué par un pic d'émissions de titres du Trésor: la dette publique a augmenté de 250 milliards en 31 jours! Il est donc essentiel pour les États-Unis d'attirer de nouveaux les capitaux. En avril, la dette publique a encore enflé de plus de 110 milliards de dollars, et la tendance n'est pas près de s'arrêter. Les investisseurs chinois, privés ou publics, qui sont les premiers détenteurs de titres du Trésor américain, ont augmenté leurs achats nets d'obligations du Trésor pour la première fois depuis octobre.

Qu'ils soient de Hong Kong ou de Chine continentale, ils en détenaient pour 846,8 milliards fin mars, soit 26,3 milliards de plus que le mois précédent. Si elle résulte sans doute pour beaucoup de la hausse des émissions du Trésor en mars, cette intensification des achats chinois est de nature à apporter un certain réconfort

à Washington après les inquiétudes manifestées récemment par Pékin sur la sécurité de ses placements aux États-Unis.

Signe encourageant également pour l'économie américaine, l'excédent de la balance des capitaux à long terme a augmenté bien plus que prévu en mars pour s'établir à 55,8 milliards de dollars, contre 22,0 milliards en février. Les analystes attendaient un excédent de 35,0 milliards de dollars. En janvier, ce solde avait présenté un déficit de 36,8 milliards de dollars, témoignant d'une fuite des capitaux investis à long terme dans le pays.

Les achats d'actions d'entreprises américaines par des investisseurs étrangers (pour 13,1 milliards de dollars, contre des ventes nettes de 5,2 milliards le mois précédent) ont fortement contribué à l'amélioration du solde de mars, à côté des achats de bons du Trésor. ■

L'administration Obama veut mettre de l'ordre sur les marchés des dérivés

Dr Hilaire Woma

Deux mois après le G20 et la volonté affichée des chefs d'Etats de réformer le capitalisme mondial, les États-Unis, s'attaquent, les premiers, au cœur du problème : la régulation du marché des produits financiers dérivés dont la taille globale est estimée à près de 700 000 milliards de dollars. Ces produits, inventés pour réduire les risques financiers des entreprises et des investisseurs - par exemple ceux résultant des variations des devises, des taux d'intérêt - ont connu un succès fulgurant au cours des vingt dernières années. En même temps, ils sont devenus de plus en plus sophistiqués. Aux produits standardisés, sur des marchés surveillés, sont venus s'ajouter des instruments sur mesure et c'est dans cette catégorie de produit, dont la taille atteint 500 000 milliards de dollars, que l'administration Obama souhaite mettre de l'ordre. Timothy Geithner, secrétaire américain au Trésor, a fait part de son souhait d'imposer "une réglementation solide, robuste et appropriée à ce marché" afin d'écarter tout "risque systémique", autrement dit la mise en péril du système financier mondial.

Les produits comme les fameux "CDS", les "credits default swap", sont censés protéger un investisseur du risque de défaut d'un débiteur, une sorte de police d'assurance. L'investisseur achète ainsi un titre d'emprunt, une obligation de la compagnie automobile General Motors par exemple, et pour se protéger d'une éventuelle faillite de l'entreprise, il s'assure avec un CDS. Aujourd'hui, ces contrats "privés" entre banques et investisseurs

s'échangent sur des marchés de gré à gré. Autrement dit, sans transparence sur les prix, sans surveillance et sans centralisation. Personne ne sait qui achète quoi, personne n'est en mesure de dire si les contractants sont à même de tenir leurs engagements. M. Geithner propose donc de créer une chambre de compensation, une entité obligeant les investisseurs à verser régulièrement des sortes d'arrhes, des dépôts de garantie, afin de prouver qu'ils pourront honorer leur promesse. Le gendarme américain de la Bourse, la SEC, devrait, elle, avoir "l'autorité incontestable de traquer les fraudes, manipulations et abus de marché", a indiqué M. Geithner.

TRÈS FORTES MARGES

L'Europe aussi s'attelle au sujet. Vendredi 15 mai, devait se tenir à Francfort un groupe de travail au siège de la Banque centrale européenne (BCE) pour décider des mesures à prendre. "Les États veulent organiser ces marchés. Il est urgent que l'Europe ne prenne pas de retard dans ce domaine", signale Jean-Pierre Jouyet, le président de l'Autorité des marchés financiers (AMF). La France prône elle aussi la création d'une chambre de compensation et souhaiterait utiliser un acteur existant tel Eurex, Clearstream ou Clearnet SA, en Europe de préférence. "Cela doit se faire dans le centre de gravité monétaire de l'Union c'est-à-dire au sein de la zone euro", insiste M. Jouyet. Des propositions concrètes sont attendues avant le mois de juillet. Il y a urgence. La crise a en effet démontré que ce marché était potentiellement explosif, notamment tous les produits liés aux crédits hypothécaires



Timothy Geithner

américains, les fameux subprimes. "Les pertes potentielles sur les marchés dérivés de gré à gré, en cas de catastrophe, s'élèvent à 3 500 milliards de dollars, calcule Darrell Duffie, professeur à l'université Stanford (Californie), soit assez pour faire exploser tout le système financier mondial."

L'effondrement de l'assureur américain AIG a donné une toute petite idée du danger. Détenant au total 350 milliards de dollars de dérivés de crédits, AIG a dû faire l'objet d'un sauvetage de l'État, qui a coûté 170 milliards de dollars aux finances publiques. Pourquoi n'a-t-on pas agi avant pour contrôler cet énorme marché des dérivés de gré à gré ? Les autorités de régulation, notamment le Forum de stabilité financière, avaient déjà pointé les risques. Mais les banques faisaient "de telles marges sur ces produits", signale M. Duffie, qu'elles ont milité pour maintenir en l'état ce marché qui n'avait, jusqu'ici, pas failli. Aujourd'hui elles n'ont d'autre choix que de se soumettre aux autorités. ■

La Banque mondiale va investir 45 milliards d'euros dans les pays en voie de développement

La Banque mondiale a annoncé qu'elle investirait 45 milliards de dollars (34,5 milliards d'euros) au cours des trois prochaines années, pour renforcer la construction d'infrastructures dans les pays en voie de développement.

Ces investissements sont destinés à soutenir les créations d'emplois et s'efforcer de contrer les effets de la crise économique mondiale, a précisé la Banque mondiale. Elle avait auparavant annoncé qu'elle prévoyait de tripler, à 12 milliards de dollars (9,2 milliards d'euros),



Robert Zoellick

au cours des deux prochaines années ses investissements dans les programmes de protection sociale dans les pays en voie de développement. Selon les estimations d'économistes, la récession économique actuelle risque de faire plus de 10 millions de chômeurs supplémentaires à travers le monde. Le Fonds monétaire international (FMI) a estimé mercredi que l'économie mondiale devrait reculer de 1,3% en 2009, ce qui "constituerait de loin la récession la plus importante depuis la Grande Dépression" des années 30. ■

L'économie mondiale se trouve à un tournant, selon Trichet

L'économie mondiale se trouve à un tournant et la croissance dans certains pays est déjà marquée par une reprise, a affirmé le porte-parole des dix grandes banques centrales mondiales (G-10) Jean-Claude Trichet.

"Nous nous approchons, en ce qui concerne la croissance, d'un point d'inflexion", a précisé M. Trichet, à l'issue de la réunion bimestrielle du G-10 au siège de la Banque des règlements internationaux (BRI) à Bâle, la "banque centrale des banques centrales".

"Nous observons un ralentissement de la baisse du PIB (produit intérieur brut)", a-t-il souligné, ajoutant que "dans certains cas, nous voyons déjà une reprise (et) dans d'autres cas nous voyons que (la chute) se poursuit, mais à un rythme plus lent". M. Trichet, qui est également le président de la Banque centrale européenne (BCE), a cependant averti qu'il fallait demeurer "vigilant". Les banques centrales et les gouvernements doivent maintenant porter leur attention sur les "stratégies de sortie" de crise qui permettront de retrouver une situation "saine et viable", notamment par le biais de politiques fiscales, a indiqué M. Trichet. Alors que les marchés financiers semblent se remettre peu à peu de leur dé-



Jean-Claude Trichet

gringolade amorcée depuis l'été 2007, M. Trichet a observé un retour dans certains marchés à une situation "pré-Lehman", du nom de la banque américaine Lehman Brothers qui avait fait faillite en septembre et avait entraîné les marchés dans une descente abyssale. "La situation sur les marchés s'est considérablement

améliorée (...) depuis septembre 2008", a-t-il estimé, ajoutant cependant que les marchés financiers assistaient toujours à une "correction d'un certain nombre de déséquilibres". Les économies émergentes ont démontré "une résistance remarquable" et certains se trouvent déjà au-delà du "point d'inflexion", selon le Français. M. Trichet avait estimé jeudi que le reste de l'année devrait être "bien moins mauvais" que le premier trimestre pour l'économie, confirmant qu'il prévoyait une reprise "dans le courant de l'année 2010".

Le Fonds monétaire international (FMI) prévoit cette année un recul du PIB mondial de 1,3%, le premier depuis la Seconde guerre mondiale, suivi d'une légère reprise en 2010 de +1,9%.

Plusieurs éléments semblent par ailleurs indiquer une amélioration de la situation économique. En Allemagne, première économie de la zone euro, le rythme de baisse annuelle des exportations a ainsi ralenti en mars par rapport à février, à -15,8% sur un an, selon des chiffres provisoires de l'Office fédéral des statistiques (Destatis) publiés vendredi. La chute des exportations en raison de la récession mondiale avait atteint un pic en février à -23,5% sur un an. ■

L'industrie du tourisme réclame sa place dans les plans de relance

L'industrie du voyage, fragilisée par la crise, veut être associée aux plans de relance, sans pour autant réclamer des subventions à l'instar de l'automobile et des banques, selon les grands patrons réunis pendant deux jours à Florianopolis (Brésil).

"Le tourisme est le plus gros employeur du monde" et "peut jouer un rôle dans la relance de l'économie mondiale", a martelé Jean-Claude Baumgarten, président du Conseil mondial du voyage et du tourisme (WTTC), qui réunit les cent principales entreprises du secteur. Alors que l'industrie du tourisme représente 9% du PIB mondial et 220 millions d'emplois, "le secteur reste marginalisé et n'est pas pris

au sérieux" par les gouvernements, a déploré Taleb Rifai, secrétaire général désigné de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT). Le secteur ne réclame pas de "plan de sauvetage", mais des mesures visant à favoriser les voyages: moins de visas et de taxes d'aéroport, davantage d'incitations fiscales, des fonds publics pour améliorer les infrastructures comme les routes et les aéroports et des campagnes de promotion touristique.

"Des millions d'emplois sont en jeu, du réceptionniste de l'hôtel à l'hôtesse de l'air, en passant par le chauffeur de taxi", a prévenu Hubert Joly, PDG du groupe touristique américain Carlson. "Les gouvernements n'ont pas saisi les opportunités que le secteur peut offrir en termes

de relance". Le temps presse: "en Espagne, le tourisme perd 600 emplois par jour depuis cinq mois", a relevé José Luis Zoreda, patron d'Exceltur, l'association des 30 principales entreprises touristiques du pays. Pour lui, "les mesures du gouvernement vont dans la bonne direction, mais sont trop timides". Sur un plan mondial, au total 18 millions d'emplois liés indirectement ou directement au tourisme dans le monde devraient disparaître sur deux ans (2008 et 2009), prévoit le WTTC.

Rattrapée par la crise, l'industrie du tourisme devrait voir son activité reculer de 3,5% cette année, selon le WTTC. Malgré cette baisse, le secteur devrait quand même générer 5.474 milliards de dollars dans le monde. ■

ÉTATS-UNIS

Barack Obama impose en 100 jours une rupture idéologique

En 100 jours à la Maison Blanche, Barack Obama a fait éclater tous les carcans de la politique étrangère américaine hérités de huit ans de mandat Bush. De Cuba à l'Iran en passant par l'Europe et la Russie, le président ouvre tous les dossiers, tout en tentant de sortir son pays de sa pire crise économique depuis la Grande dépression des années 1930.

Ousmane Sow

L'ancien chef de la diplomatie Henry Kissinger salue l'audace de ce "vaste agenda diplomatique" et estime dans un billet publié récemment par le "Washington Post" qu'il existe "une possibilité de solutions globales sans précédent". Si Barack Obama a débordé d'activité pour imprimer sa marque à la Maison blanche, c'est la rupture avec la doctrine économique des années Bush qui symbolise le mieux ses cent premiers jours à la présidence.

Plus conciliant que son prédécesseur sur le plan diplomatique, il a enclenché le retrait d'Irak et donné la priorité militaire à l'Afghanistan. Il doit encore se confronter à la progression des taliban au Pakistan ainsi qu'aux ambitions nucléaires de la Corée du Nord et de l'Iran. Fidèle aux politiques économiques traditionnelles au sein du Parti démocrate, il a plaidé pour un programme de dépenses massif centré sur la santé, l'éducation ou les énergies vertes, secteurs cruciaux pour l'avenir du pays selon lui. Ce faisant, il a engagé les États-Unis sur une voie opposée à celle des huit années passées de politique conservatrice pour tenter de sortir d'une crise sans précédent depuis des décennies.

"Avant tout, je veux que chaque Américain sache que chaque action que nous entreprenons, chaque politique que nous mettons en oeuvre est motivée par une vision plus globale de l'avenir des États-Unis - un avenir où une croissance économique durable crée des emplois et des revenus en hausse", a-t-il indiqué dans un discours récent. En résumé, décrypte Merle Black, professeur de sciences politiques à l'université Emory d'Atlanta, Obama dirige "l'administration la plus libérale que nous ayons jamais eue en ce qui concerne ce qu'il tente de faire - avec des objectifs extraordinairement ambitieux".

LES DÉPENSES EN QUESTION

Que sera-t-il réellement capable de mettre en oeuvre et de faire accepter au Congrès, contrôlé par les démocrates ? La question



mérite d'être posée, car au sein même de son parti, son budget record de 3.550 milliards de dollars pour le prochain exercice fiscal ne fait pas l'unanimité.

"L'effondrement de l'administration Bush en fin de course en raison de la crise financière lui permet d'avoir beaucoup de marge de manoeuvre dans ses propositions. Reste à voir ce qu'il pourra en tirer", observe Merle Black. Le porte-parole de la Maison blanche Robert Gibbs affirme que le jeune président américain est satisfait de son début de mandat, "dans la mesure où le peuple américain ne jugera pas son administration ni nos efforts pour relancer notre économie et assurer sa sécurité sur la foi des 95 premiers jours".

Barack Obama a également su éteindre la contestation des républicains. Mais ceux-ci gardent l'espoir que la population regarde le budget d'un oeil nouveau et en vienne à penser qu'il sera impossible de financer un tel programme sans augmenter les impôts de la classe moyenne - comme il s'y est engagé. "Son talon d'Achille, ce sont les dépenses et elles finiront pas le rattraper", assure le stratège républicain Scott Reed. "Nous allons nous retrouver avec

plusieurs milliers de milliards de dettes sur les bras et de nouvelles hausses d'impôts nous attendent au tournant", ajoute-t-il.

PLUS POPULAIRE QUE SES MESURES

Sa volonté d'aller de l'avant et de rompre avec les années Bush pourrait aussi pâtir de l'ouverture éventuelle de poursuites contre les responsables ayant validé les méthodes d'interrogatoire musclées de la CIA. Des procédures judiciaires rappelleraient les Américains à leur histoire récente.

Quoi qu'il en soit, Obama bénéficie aujourd'hui d'une cote de popularité supérieure à 60% et occupe les écrans et les antennes 24 heures sur 24. Tout ce qui touche de près ou de loin à Obama semble fasciner, qu'il s'agisse de l'arrivée d'un chien à la Maison blanche, du jardin entretenu par sa femme Michelle ou des tenues que porte cette dernière, observée à la loupe par les experts de la mode. "Sa placidité participe de l'apaisement du pays, alors qu'il est plongé dans sa pire crise économique depuis la Grande Dépression" des années 1930, a écrit Howard Fineman dans l'hebdomadaire Newsweek. Mais la popularité personnelle d'Obama n'est pas gage d'adhésion politique, dit le sondeur John Zogby.

Les Américains sont sceptiques face aux plans massifs de sauvetage des banques engagés par Bush, et partagés sur le plan de relance d'Obama. "On ne peut donc vraiment pas dire que les États-Unis approuvent un libéralisme ultra-dépensier", note Zogby. "Mais on peut dire qu'une majorité l'aime bien et veut croire en lui." A l'étranger, sa personnalité est surtout liée à son action. Au point qu'il en a plaisanté lors du sommet des Amériques en qualifiant sa diplomatie d'"obama-isme". Résolu à se différencier de Bush, dont les choix avaient divisé les alliés de Washington, il avait souligné sur un ton plus sérieux qu'aucun grand problème ne pouvait être résolu par un pays seul. Ce qu'il avait illustré en tendant la main à Cuba ou en serrant celle du champion vénézuélien de la gauche sud-américaine, Hugo Chavez. ■

BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

Les 44e assemblées annuelles du groupe de la Banque africaine de développement de Dakar

Ousmane Sow

Les rideaux sont tombés sur les Assemblées annuelles du Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) à Dakar, après deux jours d'échanges intenses sur les enjeux économiques et de développement du continent africain. Le Rapport annuel 2008 du Groupe de la BAD, ainsi que de son programme de travail pour 2009 ont aussi été approuvés. Les gouverneurs, (ministres des finances et l'économie), représentant les 77 pays membres du Groupe de la BAD ont examiné et approuvé un certain nombre de programmes et propositions qui devront être mis en œuvre par la haute direction de la Banque.

Une des propositions clés est la mobilisation des ressources de la Sixième augmentation générale du capital du guichet non concessionnel de la BAD. Le Conseil des gouverneurs a autorisé son Comité consultatif « d'engager dans les meilleurs délais des consultations avec les États membres de la Banque en vue d'élaborer, le cas échéant, un plan pour une augmentation générale de capital devant permettre à la Banque de couvrir, pour le futur, ses besoins en ressources ordinaires en capitaux », stipule leur résolution. Un examen de ce rapport sera effectué lors des prochaines Assemblées annuelles. « C'est



Donald Kaberuka

une décision très importante », a souligné le président de la BAD, M. Donald Kabe-

ruka. Dans une autre résolution, le conseil des gouverneurs a réaffirmé que le siège de la Banque reste à Abidjan, Côte d'Ivoire, mais note que la situation actuelle dans le pays n'est pas encore propice à un retour immédiat de l'institution, et étend ainsi d'une autre année la poursuite des activités à son agence temporaire de relocalisation à Tunis. La BAD a aussi approuvé la demande de la Côte d'Ivoire d'accueillir les prochaines Assemblées annuelles, qui auront lieu les 27-28 mai 2010 à Abidjan. Les gouverneurs ont approuvé la demande introduite par le Grand-Duché du Luxembourg de devenir un État participant au Groupe de la BAD et ont revu les progrès enregistrés pour formaliser l'entrée de la République de Turquie, approuvée par le Conseil des gouverneurs lors des Assemblées annuelles 2008 de Maputo, au Mozambique. Dans leurs interventions, ils ont salué les initiatives de la haute direction du Groupe de la BAD en vue de soutenir les pays membres régionaux à affronter au mieux la crise actuelle.

La BAD, comme les autres banques multilatérales de développement, devrait jouer un rôle plus important dans le concert des efforts engagés pour atténuer les impacts de la crise étant donné sa connaissance de base des réalités des pays où elle agit. ■

Crise en Afrique: le président de la BAD reste "résolument optimiste"

Le président de la Banque africaine de développement (BAD) Donald Kaberuka a indiqué à Dakar rester "résolument optimiste" concernant la situation en Afrique, durement frappée par la crise économique mondiale.

"Je reste résolument optimiste. Il y a des régions, comme en Afrique orientale, où le taux de croissance reste toujours au-delà de 5% malgré la crise", a-t-il indiqué à quelques journalistes avant les assemblées annuelles de la BAD mercredi et jeudi. "Dans la Cédéao (Communauté écono-

mique des États d'Afrique de l'Ouest, 15 pays), le taux de croissance moyen est autour de 3,5%. Ce n'est pas mal mais ce n'est pas suffisant. Mais cela montre à quel point les économies africaines sont vraiment résistantes", a-t-il ajouté.

"Et je pense que dès l'année prochaine, nous allons assister à une reprise. C'est pourquoi il ne faut pas abandonner les réformes économiques. Les solutions, c'est répondre à la crise avec des moyens à court terme mais rester focalisé sur les contraintes de la croissance africaine à

long terme", a-t-il précisé. Selon Donald Kaberuka, il faut mettre l'accent sur "les infrastructures, l'intégration régionale et des institutions fortes". Après cinq années de croissance robuste, l'Afrique devrait connaître "un tassement brutal" en 2009 sous l'effet d'une crise mondiale qui pourrait "mettre à mal" certaines avancées démocratiques sur le continent, selon un rapport de l'Organisation de développement et de coopération économiques (OCDE) et de la Banque africaine de développement (BAD) publié récemment. ■

Le produit intérieur brut (PIB) africain devrait progresser de seulement 2,8% en 2009, soit moitié moins qu'en 2008 (+5,7%), avant de connaître une "reprise modérée" en 2010 (+4,5%). ■

PERFORMANCES ÉCONOMIQUES : LA BAD AFFICHE D'EXCELLENTS RÉSULTATS FINANCIERS EN 2008

Malgré la crise financière qui sévit partout dans le monde et qui a poussé certains grands établissements financiers américains vers la faillite, la Banque africaine pour le développement (Bad) affiche d'excellents résultats financiers pour son exercice 2008. C'est Peter Van Peteghem, le trésorier de la banque, qui l'a annoncé lors des 44es Assemblées annuelles de l'institution qui se sont tenues à Dakar. Peterghem qui présentait ces chiffres lors d'un face-à-face avec les journalistes a déclaré que la Bad a réalisé plus de 300 millions de dollars américains net de bénéfices. Pour ce dernier, ces résultats reflètent 'sa prudente gestion financière et des risques'.

Le groupe de la BAD a 'approuvé 3,53 milliards d'unités de compte (Uc), soit 5,3 milliards de dollars de prêts et dons', dit-il. Ce qui équivaut à une augmentation de 13,9 % par rapport à l'année 2007. Et



ce sont les infrastructures qui se taillent la part du lion avec '45 % des opérations de l'année écoulée pendant que la bonne gouvernance en représente 39 %', a ajouté M. Peteghem. Il mentionne aussi que la Bad mène une politique financière conservatrice qui la met à l'abri des conséquences des 'subprimes', à l'origine de la crise fi-

nancière de l'année 2008 aux États-Unis et en Europe. En outre, la banque envisage d'obtenir des ressources additionnelles pour faire face aux demandes accrues de soutien de ses clients. 'L'augmentation du capital du guichet de la Bad sera menée en 2011 plutôt qu'en 2013 comme prévu initialement', dit-il. ■

Vers une augmentation du capital de la BAD, pour faire face à la crise

Les 44-èmes Assemblées annuelles de la Banque africaine de développement (BAD) ont pris fin à Dakar sur la décision des participants d'engager "dans les meilleurs délais" des consultations en vue de déboucher sur une sixième augmentation de capital qui pourrait atteindre 200 pour cent. Cette décision fait partie des mesures contenues dans un plan d'action destiné à aider en particulier les pays les plus pauvres du continent africain à faire face aux effets de la crise financière internationale.

Les consultations organisées à Dakar ont également ouvert la voie à une reconstitution des fonds du Fonds africain de développement (FAD), à l'occasion de la revue de ses activités prévue en octobre prochain à Helsinki. S'exprimant au cours d'une conférence de presse convoquée à la fin des travaux, le président de la BAD a

dit espérer que la prochaine reconstitution du FAD soit plus importante que la dernière opération de même type effectuée en décembre 2007. Le Fonds africain de développement avait été alors reconstitué à hauteur de 50 pour cent pour atteindre 9 milliards de dollars.

Donald Kaberuka a rappelé qu'une augmentation du capital de la BAD n'était pas envisagée d'ici 2013, mais en raison des sommes injectées aider ses pays membres à faire face à la crise financière, la banque risquait d'être à court de financement à partir de 2011. Le capital de la BAD, qui est présentement 35 milliards de dollars, a été reconstitué pour la dernière fois en 1997. Prié de dire si une augmentation de 200 pour cent du capital actuel de la BAD est réaliste, Donald Kaberuka a indiqué que cet objectif est non seulement raison-

nable mais souhaitable, en raison des difficultés auxquels font face les pays les plus pauvres du continent. "Ce sont des choses qui vont se négocier pendant les mois à venir", a-t-il relevé en référence au niveau qui sera finalement retenu pour l'augmentation projetée du capital. Il a été retenu au titre du plan d'action, de mettre en place une facilité de liquidité d'urgence et une autre facilité pour le commerce, en même temps que d'autres actions visant à renforcer de l'intégration régionale avec la mise en œuvre du NEPAD et des Programmes économiques régionaux (PER).

Les 44-èmes Assemblées annuelles de la BAD ont également décidé du maintien des positions des pays africains dans le domaine de la libéralisation du commerce international, en référence aux Accords de partenariat économique (APE). ■

Mission commerciale des gens d'affaires Canadiens au Cap Vert

À l'occasion du dernier sommet de la francophonie qui avait lieu à Québec, à l'automne dernier 2008, M. Jean Télé Udimba, président du Groupe Diplomat Investissement avait l'honneur de rencontrer Son Excellence, M. José Armando Duarte, ambassadeur du Cap-Vert à Paris et Son Excellence Mme Fatima Lima Veiga, ambassadrice du Cap-Vert à Washington. Lors de ces rencontres, des discussions ont eu lieu et l'idée de la création d'une mission de développement pour des entreprises et institutions canadiennes s'est avérée nécessaire.

_____Nicolas Simeray*

La délégation canadienne s'est rendue à Praia, capitale du Cap-Vert sur l'île de Santiago du 1er au 8 mai 2009. Pour cette première rencontre, le Groupe Diplomat Investissement a réuni une équipe complémentaire et pluridisciplinaire composée de plusieurs membres respectivement responsables des secteurs suivants : M. Michel Lapointe, vice-président aux affaires internationales pour la société Spec-com (secteur télécommunication), M. Amadou-Malal Diallo, consultant en développement international et représentant de la compagnie OPRON (secteur infrastructure), M. Nicolas Simeray, responsable du développement international de Groupe Collegia, un consortium de formation continue du Cégep de la Gaspésie et des Îles et du Cégep de Matane (secteur formation) et Monsieur Jean Télé Udimba, Groupe Diplomat Investissement (secteur financement). Cette mission n'aurait été possible sans l'appui de Mme Fatima Lima Veiga, am-



M. Nicolas Simeray, responsable du développement international de Groupe Collegia, M. Jean Télé Udimba, Président du Groupe Diplomat Investissement, SEM Manual Inocencio Sousa, Ministre d'État des Infrastructures, des Transports et Télécommunications, M. Amadou Diallo, Chargé du développement international, OPRON et M. Michel Lapointe, vice-président aux affaires internationales Spec-com



M. Jean Télé Udimba, Président du Groupe Diplomat Investissement (G) et M. SEM Jose Brito, ministre des Affaires étrangères, de la coopération et des communautés

bassadrice du Cap-Vert à Washington qui a coordonné de manière efficace les rencontres avec les ministres et les acteurs des différents secteurs énumérés ci-haut. Ainsi, la délégation a été reçue par les personnes suivantes : M. Manual Inocencio Sousa, Ministre d'État des Infrastructures, des Transports et des Télécommunica-

tions, M. David Gomes. Président du conseil d'administration de l'Agence Nationale des Communications. M. Alexandre V. Fontes, Président, Investissement Cap-Vert, M. António CORREIA e SILVA, Recteur de l'Université de l'État, M. Anastacio Silva, directeur général et MM. Francisco Livramento et Elson Dos Santos les conseillers du ministre de la Décentralisation, de l'Habitation et de l'Aménagement du territoire, Mme Maria Madalena BRITO NEVES, Ministre de Ministre du Travail, de la Formation professionnelle et de la Solidarité sociale, M. Joao Vieira, président du Conseil d'Administration IFH, M. Jose BRITO : Ministre des Affaires étrangères, de la coopération et des communautés, M. Alban Lopez, directeur général de l'Énergie, M. Jose Maria VEIGA : Ministre de l'Environnement, du Développement rural et des Ressources



M. Nicolas Simeray, responsable du développement international de Groupe Collegia, M. Jean Télé Udimba, Président du Groupe Diplomat Investissement, SEMme Maria Madalena Brito Neves, ministre du Travail, de la Formation professionnelle et de la Solidarité sociale, M. Amadou Diallo, Chargé du développement international, OPRON et M. Michel Laplointe, vice-président aux affaires internationales Spec-com

marines et de Mme Fatima FIALHO : Ministre de l'Économie, de la Croissance et de la Compétitivité.

Cette mission a permis à chacun des participants de constater l'efficacité du gouvernement et des acteurs de la société et ainsi de tisser des liens d'affaires à développer dans un marché prometteur.

Les réactions de la délégation

Mr. Udimba : Je suis agréablement surpris du pays. Le Cap-Vert est un pays africain dont beaucoup de personnes à travers le monde n'ont guère entendu parler. Avec des revenus par habitant estimés à près de 3 000 dollars en 2007, le Cap-Vert a été classé parmi les pays à revenu intermédiaire (MIC) inférieur par la Banque mondiale. Au cours des deux dernières

décennies, le Cap-Vert a démontré qu'un pays pauvre en ressources pouvait être sur la sellette pour de bonnes raisons. En effet, le travail bien fait, la bonne gouvernance, la stabilité des institutions et les pratiques démocratiques ont été érigés en culture et sont devenus les caractéristiques de ce pays. Les populations de cet archipel récoltent déjà le fruit de leur labeur.

Fort de ses performances économiques, de sa bonne gouvernance et de sa proximité avec les îles Canaries, l'Archipel demande à bénéficier d'un statut spécial qui lui accroîtrait les flux de l'aide au développement. Comme l'a indiqué son ministre des affaires étrangères M. José Brito: la stabilité politique a permis au Cap-Vert d'attirer les touristes, puisque

les investissements se sont faits dans le tourisme, mais il a tiré la construction qui a contribué à booster la croissance. L'atout structurel du Cap-Vert, c'est sa localisation, son climat. Les investisseurs ont vu, pas très loin de l'Europe, une destination identique aux Caraïbes. Les investisseurs, c'est comme une boule de neige. Il suffit que quelques-uns arrivent pour que les autres suivent. Notre tourisme n'est pas hôtelier. Il est résidentiel. Il est lié à la saturation dans les Canaries. Les premiers investisseurs sont d'ailleurs venus des Canaries.

Le tourisme nous amène à un développement de la fonction de transport. La mer, ce n'est pas que la pêche,



Mme Fatima Fialho, ministre de l'Économie, de la Croissance et de la Compétitivité.

mais aussi des services liés à la pêche. Nous travaillons aussi pour le développement des services que l'on appelle offshore. Un travail systématique est fait pour développer ce secteur. Dans le do-



M. Jose Maria Veiga, ministre de l'Environnement, du Développement rural et des Ressources marines au centre entouré de la délégation canadienne et de ses collaborateurs



Séance de travail entre la délégation canadienne et les responsables de l'Université du Cap Vert

maine technologique, nous avons développé un gouvernement électronique. Nous avons pu intégrer les bases de données de toutes les administrations et les faire parler entre elles. Aujourd'hui, il est possible effectivement d'avoir une information assez fiable. Cela se ressent dans les services rendus par l'État au citoyen. Aujourd'hui par exemple, je peux avoir mon certificat de naissance via Internet.

Le Cap Vert fait les yeux doux à la Chine et s'est porté candidat à l'établissement sur son sol d'une zone économique spéciale, défiscalisée, qui pourrait constituer une plateforme pour la distribution des produits chinois dans toute la sous régions. C'est dans ce cadre que Mme Fatima FIALHO, ministre de l'économie veut faire du Cap Vert un pays de services; implanter un centre de traitement de données (appels); créer un centre bancaire international; construction d'un Centre de conférence international; mettre en place un réseau de financement non traditionnel. Le Groupe Diplomat investissement serra heureux d'accompagner le Cap Vert pour son développement.

M. Lapointe, Spec-com : « Nous avons fortement été impressionnés par le profes-

sionnalisme des ministres et hauts fonctionnaires rencontrés lors de notre bref séjour au Cap-Vert. La connaissance approfondie de leurs dossiers ainsi que des objectifs à atteindre, sont le reflet de l'excellente croissance économique et sociale obtenue au cours de la dernière décennie. Nul doute que cette croissance va se poursuivre et notre entreprise canadienne, Spec-com Services inc., sera très heureuse d'y contribuer par un apport dans les domaines des télécommunications, des technologies de l'information ainsi que dans l'implantation, la gestion et le contrôle des énergies conventionnelles et alternatives».

M. Simeray : « Le secteur de la formation technique et professionnelle est un axe de développement prioritaire du gouvernement du Cap-Vert. De grands besoins ont été exprimés au niveau du secteur des pêches, des énergies renouvelables, du tourisme d'aventure et de l'écotourisme. Groupe Collegia en partenariat avec les ministères concernés travaille d'ores et déjà à une intervention pour les prochains mois. Nous pouvons noter de grandes similitudes avec la région Gaspésie / Îles-de-la-Madeleine et le Cap-Vert telles que la façade maritime et l'insularité propice au secteur des pêches, le développement

touristique par l'écotourisme et le tourisme d'aventure en vue d'un tourisme plus équitable et le secteur de l'énergie ou le Cap-Vert dispose d'un potentiel important entre la ressource éolienne et solaire. Ces similitudes nous permettent de mieux nous comprendre; la différence de langue est en fait un atout et permettra ainsi aux deux parties de développer leurs capacités. Pour terminer, le Cap-Vert se démarque pour ses bonnes performances, la qualité des rapports avec les partenaires cap-verdiens est remarquable ce qui laisse augurer de très bons résultats. Groupe Collegia est ainsi fier d'apporter son expertise au service du développement de certains secteurs liés à la formation technique et professionnelle au Cap-Vert. »

M. Diallo : Ma première visite au Cap Vert m'a réservé plusieurs surprises. La qualité de l'accueil et de l'hospitalité des nos hôtes était déconcertante. Quant à l'organisation de notre visite comme telle, nous avons été très satisfaits. Nous avons pu rencontrer les hauts responsables du pays qui avaient la pleine connaissance de leurs dossiers et qui n'ont d'autres soucis que le développement de leur pays. Avant de faire le voyage, je ne pouvais imaginer la quantité d'atouts économiques que renferme le Cap Vert et qui ne demandent que d'être exploités. En ce qui concerne particulièrement les infrastructures, les compagnies Opron et Garnier sont intéressées à collaborer avec le Cap Vert pour réaliser certains travaux d'utilité publique (construction des routes, aéroports, ports, logements sociaux, de centre de congès etc....). Nous prévoyons aussi faire des interventions dans le domaine de l'environnement (Eau et assainissement) et de l'agriculture par la construction des bassins de rétention des eaux de pluies. Ces eaux seront propices à l'irrigation des zones agricoles et à la consommation domestique. ■

(*) responsable du développement international de Groupe Collegia

La Chine sera le prochain moteur de l'économie mondiale

George Soros croit que la Chine va supplanter les États-Unis comme moteur de la croissance économique mondiale, selon ce que rapporte le Frankfurter Allgemeine Zeitung. Dans l'entrevue publiée par le quotidien allemand, l'investisseur milliardaire affirme également que la crise économique perdrait de son élan, alors que les plans d'aide nationaux commencent à fonctionner. «La reprise devrait permettre de regagner la moitié du terrain perdu, avant d'entrer dans une période de

stagnation», a-t-il souligné. Selon M. Soros, l'Asie sera la première région du monde à se sortir de la crise. Il prévoit aussi que la Chine deviendra le premier moteur de l'économie mondiale. M. Soros ne dresse pas pour autant un portrait sombre de la situation aux États-Unis, précisant que le pays est actuellement en train de s'extirper de la crise. Quand au billet vert, l'investisseur précise: «Je ne m'attends pas à ce que le dollar américain perde de la valeur face à l'euro, au contraire.» ■



George Soros

ANGOLA

L'économie angolaise se porte bien

L'Angola est considéré comme « l'une des économies les plus dynamiques de l'Afrique subsaharienne ». La croissance est restée impressionnante depuis trois ans. Elle est estimée à 23,4% en 2007 et à 26,6% pour 2008. L'inflation a été maîtrisée : de plus de 300% en 1990, elle est tombée à 12% en 2006.

Antoine Lukaso

L'Angola connaît un taux de croissance impressionnant et une politique de reconstruction du pays, détruit par 27 ans de guerre civile. Le pays est le 2ème producteur de pétrole en Afrique subsaharienne avec 1,5 millions de barils par jour en 2006 (offshore à 70%). Le pétrole représente près de 60% du PIB, 90% des recettes d'exportation et 83% des recettes de l'État. La production devrait atteindre 2 millions de barils par jour en 2009. Les exportations angolaises de pétrole ont quadruplé entre 2002 et 2006 (29,9Mds\$). L'Angola a été admis à l'OPEP en décembre 2006 et son quota a été fixé à 1,9M barils/jour. Outre le pétrole, ce pays dispose également d'un potentiel économique exceptionnel : diamants (5ème rang mondial avec une production en augmentation constante, 9,4M carats en 2006), hydroélectricité, agriculture, halieutique, gaz. L'Angola est l'un des premiers bénéficiaires des flux d'investissements directs étrangers vers l'Afrique (IDE), qui bénéficient quasi-exclusivement au secteur pétrolier (90%).

L'ANGOLA, NOUVEL ELDORADO AFRICAIN DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS

Sorti miner de 27 ans de guerre civile, l'Angola redevient une terre propice pour les investisseurs étrangers. Ses richesses ? Un pays maritime immense, une économie en pleine restructuration et surtout du pétrole et des diamants.

Autant d'atouts que le gouvernement, controversé, doit préserver... Renaissance angolaise. Après des années de guerre civile le pays se relève de ses cendres et intéresse de plus en plus d'investisseurs. Pétrole et diamants

Pétrole et diamants dominent, aujourd'hui, largement l'économie angolaise. Deuxième pays producteur de pétrole de l'Afrique sub-saharienne, l'Angola suscite la convoitise de nombreux pays occidentaux et d'Asie. Les réserves sont estimées à 12 milliards de barils, principalement situées au large de l'enclave de Cabinda.



Le Président angolais José Eduardo dos Santos, architecte de la paix, de la stabilité et la performance économique de son pays

UNE CROISSANCE À DEUX CHIFFRES

Le PIB en hausse constante et à deux chiffres depuis 2002, attire de nouveaux investisseurs. L'Angola devrait atteindre, cette année, une croissance supérieure à 15% ! Avec la stabilisation de l'inflation, retombée en deçà des 35% en 2004, l'Angola apparaît comme une terre providentielle pour des investisseurs étrangers, longtemps privés de ce marché sous chape de plomb communiste. Depuis la chute du Mur de Berlin, l'Union européenne est devenue le premier fournisseur de l'Angola, avec en tête, le Portugal. Ce dernier, confronté à de sérieuses difficultés économiques, est particulièrement dépendant de ses échanges avec l'Angola. Les ventes lusitaniennes ont dépassé, en 2005, les 800 millions d'euros, avec l'objectif d'atteindre un milliard, l'an prochain.

CANADA- ANGOLA

En ce qui concerne l'aide au développement, le Canada a augmenté son aide humanitaire à l'Angola depuis 2002, après la fin de la guerre civile. Les deux pays entretiennent un partenariat solide dans le domaine de la lutte contre les mines antipersonnel. Depuis 1996, le Canada contribue à diverses activités de lutte contre les mines en Angola. Il a appuyé notamment en 2005 l'étude d'impact des mines menée par l'Angola, première étape essentielle à l'établissement des priorités en matière de déminage. De plus, l'Agence canadienne de développement international (ACDI) a versé des fonds à l'Angola, par le truchement de l'UNICEF, pour la sensibilisation aux risques posés par les mines et pour la lutte contre le choléra. En outre, l'ACDI a financé plusieurs projets de transition d'après-conflit.

Grâce au Fonds canadien d'initiatives locales, l'Angola a accès à du financement pour des projets à petite échelle correspondant aux domaines prioritaires de l'ACDI, laquelle lui fournit également une aide humanitaire par le truchement d'institutions multilatérales, notamment le Programme alimentaire mondial. Comme la menace d'une reprise de la guerre civile est moins présente qu'auparavant, le Canada se concentre sur le commerce, particulièrement dans le secteur des industries extractives. L'Angola connaît une croissance économique rapide et des débouchés bilatéraux émergent avec ce marché dynamique, notamment en matière de commerce et d'investissement. La croissance rapide du produit intérieur brut angolais – de 21% annuellement en moyenne depuis 2005 – est stimulée principalement par les exportations de pétrole et l'abondance des ressources naturelles. L'Angola est actuellement le plus grand producteur de pétrole de l'Afrique subsaharienne; en 2009, il assume la présidence de l'Organisation des pays producteurs de pétrole.

Les perspectives de croissance du commerce et des investissements bilatéraux entre le Canada et l'Angola sont prometteuses. Les besoins de l'Angola sont grands pour sa reconstruction d'après-

conflit. Le pays devra donc accroître le commerce et l'investissement. Plusieurs entreprises canadiennes ont manifesté un intérêt pour le secteur minier, la rénovation des infrastructures, les produits de sécurité, le déminage, le transport et les technologies de l'information et des communications.

FINANCEMENT CANADIEN

EDC a signé un accord de un milliard de dollars américains avec la BPC pour appuyer les activités croissantes des compagnies canadiennes en Angola

Exportation et développement Canada (EDC) avait annoncé qu'elle avait signé un protocole d'entente avec la Banco de Poupança e Crédito (BPC) pour faciliter la participation canadienne aux projets d'infrastructure envisagés en Angola.

« Le partenariat entre EDC et la BPC contribuera à alimenter la filière déjà bien remplie des activités envisagées entre le gouvernement angolais et les compagnies canadiennes, et devrait servir de catalyseur pour les activités futures », avait souligné Stephen Poloz, premier vice-président, Groupe des produits de financement, d'EDC. « Étant donné que la BPC finance aussi des projets du secteur privé, c'est un partenaire précieux pour EDC, qui cherche à étendre la présence des compagnies canadiennes en Angola. » Dans le cadre du protocole d'entente, EDC



M. Rizwan Haider, Représentant en chef – Moyen-Orient et Afrique, EDC

fournira jusqu'à un milliard de dollars américains, sous diverses formes de financement, pour des projets entrepris par le gouvernement angolais. Par ailleurs,

elle fournira jusqu'à 16 millions de dollars américains pour des projets du secteur privé auxquels la BPC envisagera de contribuer. Le financement d'EDC est sous réserve que des entreprises canadiennes participent aux projets en question.

Depuis 2003, les échanges commerciaux entre le Canada et l'Angola ont été en moyenne de 45 millions de dollars canadiens. Au cours des cinq dernières années, les exportations canadiennes en Angola ont triplé, atteignant plus de 80 millions de dollars canadiens, et l'Angola est devenu une importante source de pétrole brut pour le Canada. Les exportations canadiennes sont tirées par les secteurs des industries extractives, de l'alimentation et des services d'ingénierie, ainsi que par le secteur manufacturier sous diverses formes.

Organisme de crédit à l'exportation du Canada, EDC offre des solutions commerciales novatrices pour aider les exportateurs et les investisseurs canadiens à réussir sur les marchés mondiaux. Chaque année, quelque 7 000 entreprises canadiennes et leurs clients étrangers tirent profit de ses connaissances et de ses partenariats pour faire des affaires sur environ 200 marchés. Société financièrement autonome, EDC est un chef de file reconnu dans l'établissement de rapports financiers et l'analyse économique. Elle figure parmi les 100 meilleurs employeurs du Canada depuis huit ans. ■

L'Angola va investir 8,6 milliards de dollars pour la relance de l'industrie

Le gouvernement angolais envisage d'investir 8,6 milliards de dollars américains pour mener le programme de relance de l'industrie au cours de la période 2009- 2012, a annoncé un haut responsable à Luanda. A la cérémonie d'ouverture de la revitalisation de la manufacture en Angola, le vice-ministre de l'Industrie Kiala Gabriel, a indiqué que l'investissement gouvernemental d'un montant de 8,6 milliards de dollars financera la mise en œuvre de plusieurs sous-programmes.

Au rang de ces sous-programmes, on retrouve le secteur industriel de substitution des importations avec 4 milliards de dollars, la création des infrastructures soutenant le développement industriel (390 millions de dollars), le sous-programme de reconstitution du capital humain (86 millions de dollars), le sous-programme de renforcement avec 71,2 millions de dollars et la restructuration des industries (4 millions de dollars). Selon l'officiel, le gouvernement angolais a placé le développement du secteur industriel comme une solution à la pauvreté, avec l'accent sur le développement de l'agro-industrie, les secteurs du traitement des aliments et des matériaux de construction. ■

L'investissement privé a atteint près de 700 millions de dollars au premier trimestre de 2009

L'investissement privé en Angola a atteint durant les trois premiers mois de l'année en cours, environ 700 millions de dollars, a annoncé à Londres, le coordinateur de la commission de restructuration de l'Agence d'Investissement privé (Anip), Aguinaldo Jaime.

Aguinaldo Jaime a tenu ces propos à la conférence sous le thème "Investissant sur les marchés émergents de l'Afrique", organisée par Chatham House, siège de l'Institut International des Relations Internationales.

"L'investissement privé en Angola a de bons indicateurs car il a atteint durant les trois premiers mois de l'année environ 700 millions de dollars, relevant la croissance des investissements africains".

Il a, en outre, présenté les opportunités d'investissements en Angola et des encouragements fiscaux établis par le Gouvernement, avant de défendre la relance d'activité économique dans les coins reculés du territoire national afin de décongestionner la capitale et créer des postes de travail. ■

Impact de la crise financière sur l'Afrique subsaharienne

Amisi Rukiza

Il est trop tôt pour connaître l'ampleur exacte de l'impact potentiel de la crise financière sur l'Afrique subsaharienne, Patrick N. Osakwe de International Centre for Trade and Sustainable Development résumé très bien l'impact à ces termes : En premier lieu, la crise aura sur l'Afrique subsaharienne des effets à court et à moyen terme, dont l'ampleur peut varier en fonction de la durée de la crise. En second lieu, l'impact variera d'un pays à l'autre, en fonction de la structure de production et d'exportation du pays, de son exposition au système financier international et de sa capacité à amortir les effets négatifs potentiels de la crise. Par exemple, les pays ayant des positions fiscales très fortes ou disposant de réserves internationales élevées sont moins susceptibles d'être gravement touchés. De plus, les pays africains ayant un taux d'inflation faible seront également plus à même de recourir à la politique monétaire pour atténuer l'impact de la crise sur les variables réelles, car dans ce cas, la politique monétaire n'est pas entravée par la nécessité de combattre l'inflation.

Effets à court terme

En règle générale, les effets à court terme sur l'Afrique subsaharienne sont relativement faibles, car la plupart des pays de la région sont détachés du système financier international. De plus, l'existence d'une diversité de contrôles des changes et l'absence d'exposition au marché des crédits sub-prime (à risque) dans les pays en développement signifie que les banques de la région ne seront confrontées à aucun risque systémique et que la perturbation des marchés de crédit nationaux devrait être minimale. (4) Naturellement, dans les grandes économies où les bourses ont une certaine exposition au système financier international, l'impact sera plus prononcé. Il y a déjà de plus en plus d'éléments qui montrent que les bourses de l'Afrique du Sud et du Nigeria, par exemple, sont en train de ressentir l'impact de la crise.

Effets à moyen terme

Les effets à moyen terme sur l'Afrique subsaharienne dépendront de quatre facteurs clés. Le premier est le point de savoir dans quelle mesure la crise mènera à une récession prolongée et sévère aux États-Unis et en Europe, qui aura certainement un effet négatif sur d'autres pays industrialisés, étant donné l'interdépendance de ces économies à travers le commerce et l'investissement étranger.

Solutions à la crise

La crise financière actuelle appelle à des actions de la part des pays d'Afrique subsaharienne et de la communauté internationale, afin d'en limiter l'impact sur la région. Elle souligne la nécessité de mieux réglementer et superviser les systèmes financiers nationaux de l'Afrique subsaharienne. Du fait que les banques en Afrique subsaharienne représentent plus de 80% des actifs du système financier, le coût d'une crise bancaire est élevé, et par conséquent rend nécessaire une surveillance étroite du système pour en réduire la vulnérabilité. De plus, la plupart des pays de la région n'ont pas la capacité de sauver les institutions qui ont fait faillite. Les gouvernements peuvent donc souhaiter recapitaliser les banques nationales pour garantir une bonne assise financière. Il est possible, dans certains pays, d'utiliser les réserves de devises pour amortir les effets du choc et pour financer tout déclin possible des flux de capitaux. Dans les pays ne disposant pas de réserves, l'aide internationale pourra être nécessaire. Une autre réaction interne est l'adoption de régimes de taux de change plus flexibles. Ceci permettra au taux de change nominal d'absorber en partie l'impact du choc externe et de réduire les effets réels sur l'économie intérieure ; (6) et aussi, de restreindre la possibilité d'une crise des taux de change. Les pays développés

ont également un rôle à jouer pour aider les pays africains à répondre à la crise. Ils doivent résister à la tentation de réduire l'APD, mais devraient plutôt tenir la promesse qu'ils ont faite de doubler l'aide à l'Afrique d'ici 2010. En accroissant l'aide, ils permettront aux pays africains de contrebalancer l'impact de toute inversion des flux de capitaux privés et de réduire la possibilité d'une baisse abrupte des dépenses dans les secteurs sociaux, qui aurait des conséquences désastreuses pour la réduction de la pauvreté. Au niveau international, il faudrait davantage d'implication des pays africains dans les discussions sur les voies et moyens d'améliorer la gestion du système financier international. En particulier, ces pays devraient être représentés dans toute nouvelle architecture de gouvernance pouvant être conçue pour éviter la survenue des crises financières globales. Ceci est particulièrement important étant donné que les conséquences des crises financières récentes transcendent les frontières nationales et que la plupart des pays africains ne disposent pas de filets de sécurité pour amortir l'impact potentiel de telles crises.

Pour Gaspard Denis, l'annulation de la dette : une stratégie de sortie de crise

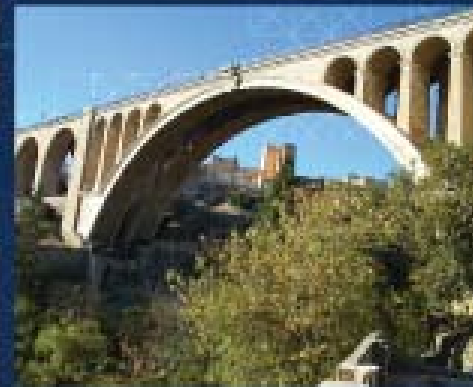
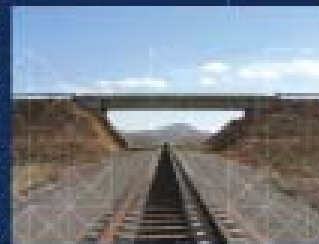
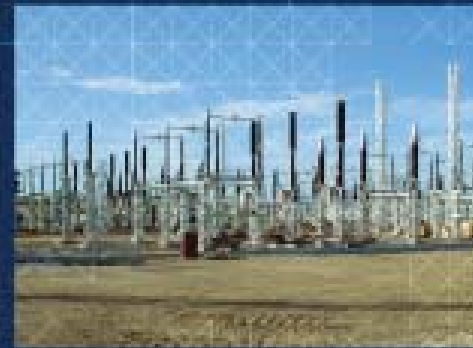
Bien que n'étant pas à l'origine de la crise financière qui secoue l'économie mondiale, les pays en développement (PED) n'en sont pas moins les premières victimes. La récession les frappe en effet durement via divers canaux de transmission, tels que la chute de leurs recettes d'exportation, la baisse des transferts des migrants, la chute des prix de leurs ressources naturelles (mines) ou encore le tarissement des investissements étrangers. Rien d'étonnant dès lors que les prévisions de croissance soient si mauvaises pour les PED : en excluant la Chine et l'Inde, l'évolution de leur produit intérieur brut serait ramenée à 0 en 2009, après +4,6% en 2008. Quant à l'impact social de la crise, le FMI et la Banque mondiale estiment que 55 à 90 millions de personnes supplémentaires devraient tomber cette année dans « l'extrême pauvreté ».

Des moyens insuffisants pour contrer la crise

Les perspectives sont d'autant plus moroses pour les pays en développement que la grande majorité d'entre eux ne disposent pas de moyens suffisants pour financer des plans de relance ambitieux de leur économie. En l'absence de ressources internes et externes additionnelles, ils risquent dès lors de se remettre beaucoup plus difficilement de la récession globale. Or, jusqu'à présent, les moyens supplémentaires mis à leur disposition sont assez limités : sur les 1100 milliards de dollars annoncés par le G20 de Londres le 2 avril dernier pour relancer l'économie mondiale, seulement 50 milliards reviendraient directement aux pays à faibles revenus. En outre, cet apport additionnel – constitué pour l'essentiel de prêts assortis de conditionnalités – devrait être décaissé sur une période allant de deux à trois ans. Or, rien que pour l'année 2009, le FMI évalue à 216 milliards de dollars la facture de la crise financière pour les pays les plus pauvres. Il incombe dès lors aux pays donateurs de poursuivre leurs efforts pour atténuer les effets de la récession sur ces derniers. A ce sujet, l'aide ne constitue pas le seul levier à leur disposition pour remplir cet objectif. L'annulation de la dette des pays pauvres en est également un autre. En effet, malgré la mise en œuvre des initiatives d'allègement PPTE et IADM, le poids du remboursement de la dette continue à détourner une part conséquente de leurs finances publiques. Il suffit pour s'en convaincre de jeter un rapide coup d'œil aux statistiques fournies par la Banque mondiale à ce sujet : selon cette dernière, le service total de la dette des pays à faibles revenus serait passer de 21 milliards de dollars en 1990 à 31 milliards de dollars en 2007

DESSAU

50 ANS D'INGÉNIERIE CANADIENNE
AU SERVICE DES PAYS DE LA FRANCOPHONIE





VOUS VOULEZ ACTIVER VOS
EXPORTATIONS?
NOUS POUVONS VOUS AIDER.

NOUS SAVONS TOUS CE QUE ÇA SIGNIFIE. Nous savons que vous voulez tirer profit des grandes possibilités qu'offre l'exportation. Grâce à nos solutions d'assurance et de gestion de fonds de roulement, ainsi qu'à notre connaissance des marchés internationaux, vous trouverez chez nous les produits et l'expertise qui vous aideront à activer vos exportations. Avec EDC, vos désirs prennent forme.

2 0 0 M A R C H É S À T R A V E R S L E M O N D E

www.edc.ca/services | 1-866-361-1118

Un monde d'opportunités à saisir

Canada

 EDC